

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DE LA RÉFORME
DES
ACTES DE NAISSANCE
DES
ENFANTS NATURELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Vendredi 9 Mars 1906, à une heure et demie

PAR

F. LORIN DE REURE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE DIJON

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. LOUIS-LUCAS, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. PAUL GAUDEMET, PROFESSEUR
M. DESSERTAUX, PROFESSEUR

DIJON

IMPRIMERIE JACQUOT & FLORET

12, rue Berbisey, 12

—
1906

DE LA RÉFORME

DES

ACTES DE NAISSANCE DES ENFANTS NATURELS

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DE LA RÉFORME
DES
ACTES DE NAISSANCE
DES
ENFANTS NATURELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Vendredi 9 Mars 1906, à une heure et demie

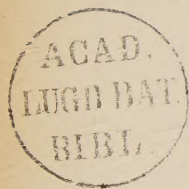
PAR

F. LORIN DE REURE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE DIJON

SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE M. LOUIS-LUCAS, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. PAUL GAUDEMET, PROFESSEUR
M. DESSERTAUX, PROFESSEUR



DIJON
IMPRIMERIE JACQUOT & FLORET

12, rue Berbisey, 12

1906



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA RÉFORME

DES

ACTES DE NAISSANCE DES ENFANTS NATURELS

INTRODUCTION

Il faut améliorer la condition des enfants naturels ; les rigueurs de la loi envers eux n'ont eu aucune influence sur la diminution des naissances illégitimes.

Si les fêtes du centenaire du Code civil, dont le souvenir est encore vivace, ont permis aux jurisconsultes français de s'enorgueillir, à juste titre, de l'œuvre napoléonienne, elles ont néanmoins suggéré à la plupart d'entre eux des idées de réforme et d'amélioration. Oui, le Code mérite des éloges, et les étrangers conviés aux fêtes du centenaire ne les lui ont pas ménagés, mais bien des dispositions ne répondent plus à l'esprit de notre époque et sont surannées : les mœurs ont changé, la société a évolué, la législation ne peut pas échapper à cette marche en avant sous peine de n'être plus adéquate au milieu qu'elle est chargée de régir. Pour répondre à ces idées de réforme, une Commission a été

nommée par le ministre de la justice avec mission de reviser le Code civil. Loin de nous la pensée de vouloir ici marcher sur les traces de ladite Commission et d'examiner toutes les modifications que l'opinion publique et les auteurs voudraient voir apporter au Code pour le rajeunir. Nous nous bornerons à étudier une des réformes qui sont le plus vivement attendues, je veux parler de l'amélioration du sort des enfants naturels et encore, nous cantonnant dans cette matière, nous étudierons plus particulièrement un projet de loi relatif aux actes de naissance. Les auteurs, les congrès, les députés et sénateurs, enfin les romanciers et les journalistes ne cessent de remuer et de travailler l'opinion pour la rendre favorable à ces déshérités. En 1896, le législateur a fait un pas dans cette voie ; il y a tout lieu de penser que ce ne sera pas le dernier et que toutes ces énergies réunies finiront par triompher des obstacles qu'on sème devant elles ; l'expérience nous montre que ces bonnes volontés ne doivent pas se laisser décourager par le retard qu'on apporte à les satisfaire. Combien de fois M. Naquet a-t-il dû revenir à la charge pour faire voter sa loi, dont le principe n'est plus en France discuté que par une faible minorité ; son inlassable ténacité doit servir d'exemple à tous ceux qui sont désireux de faire aboutir une réforme.

La condition des enfants naturels a de tout temps soulevé de violentes polémiques ; on s'est demandé surtout, à son occasion, s'il convenait de l'admettre à établir la preuve de sa filiation et à revendiquer ensuite des droits dans la succession de la personne vis-à-vis de laquelle sa filiation se trouve établie. Ces deux questions sont indissolublement liées l'une à l'autre. L'histoire démontre, en effet, que plus un législateur accorde de faci-

lités pour la preuve de la filiation naturelle et plus il se montre sévère à l'égard de la quotité héréditaire qu'il convient d'attribuer aux enfants naturels. C'est ainsi que dans l'ancien droit, où régnait le célèbre axiome : « *virgini creditur...* » on appliquait avec une grande rigueur le principe coutumier non moins connu : « Enfants bastards ne succèdent (1) ».

Le Code civil de 1804 avait accepté ce point de vue, car, tout en autorisant, sous certaines conditions, les enfants naturels à rechercher leur filiation, il ne leur concédait que des droits héréditaires fort restreints et les privait de la qualité d'héritiers. La loi du 25 mars 1896 a amélioré, au point de vue successoral, le sort de ces déshérités et une première réforme notable a été ainsi accomplie en faveur des enfants naturels ; mais pour arriver à supprimer toutes les inégalités résultant d'une faute dont ils ne sont point responsables, bien des progrès restent encore à réaliser.

Pour améliorer le sort des enfants naturels, de nombreux projets de loi ont été présentés : un projet sur la protection et la tutelle des enfants naturels ; un projet sur la légitimation des enfants adultérins et incestueux, un projet sur l'abrogation de l'article 340 (2), enfin, en dernier lieu, un projet sur la réforme des actes de naissance ; c'est ce dernier projet, qui n'a pas encore donné lieu à de nombreux commentaires, que nous nous proposons d'étudier. Il a pour but d'empêcher que la naissance

(1) Voir l'article de M. Ambroise Colin sur la protection de la descendance illégitime. (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1902.)

(2) Voir à ce sujet, dans le livre de M. Pouzol, membre de la Société d'économie sociale de Paris : *La Recherche de la paternité naturelle*, le chapitre où l'auteur propose l'abrogation de l'article 340.

irrégulière soit pour les individus une cause d'échec dans la vie; aussi l'on se propose, toutes les fois qu'il n'y aura pas nécessité de divulguer les conditions de leur naissance, de ne pas les dévoiler au public. C'est à M. Raoul Péret, député, que revient l'initiative de cette proposition. Il est permis de penser que lorsque ce projet, ainsi que ceux qui précèdent et dont nous avons fait mention, seront devenus des lois, la législation aura fait un grand pas dans la voie du progrès. Mais aujourd'hui encore il faut constater avec douleur que plus d'un siècle après la Révolution la déclaration des Droits de l'homme qui, dans son article 1^{er}, dit « que les hommes naissent libres et égaux en droits », après l'abolition des privilèges de sang et de race, les mêmes privilèges continuent d'avoir une existence légale, non plus fondée sur une hiérarchie aristocratique, mais sur les conditions de la naissance de l'individu. Selon qu'ils naissent dans le mariage ou hors du mariage, les enfants portent une étiquette de respectabilité ou d'opprobre, et nul ne songe que l'enfant lui-même n'est pas responsable de la situation régulière ou irrégulière où ses parents se trouvent, et les lois consacrent aussi ce préjugé néfaste qui éloigne de la société l'enfant né d'une union libre contractée sans l'intervention du maire.

L'enfant naturel est donc marqué pour la vie d'une tache indélébile, qui résulte de son acte de naissance et qui atteste, par une publicité, en l'espèce regrettable, l'infériorité sociale que l'opinion générale attache encore à sa condition. Pour effacer cette tare, dont on peut discuter la légitimité, mais dont on est forcé de reconnaître l'existence, deux moyens s'offrent au législateur : ou bien il assimilera complètement l'enfant

naturel à l'enfant légitime ; il établira à son profit tous les droits dont disposent les enfants légitimes ; il effacera l'article 337, l'article 340, organisera la tutelle sur les mêmes bases que celles de la famille légitime et reprendra l'œuvre que le législateur de la Révolution s'était efforcé de faire triompher. Dès lors, l'assimilation créée par la loi influera sur l'opinion, et une égalité complète étant instituée entre les enfants légitimes et les enfants naturels, la société admettra la réhabilitation de ces derniers et ne s'efforcera plus de rechercher et de démasquer les circonstances de leur naissance. S'il est exact, en effet, que la législation d'un pays représente la moyenne des opinions et des idées d'une époque, il n'est pas non plus contestable que l'initiative du législateur a souvent pour conséquence d'entraîner la disparition de préjugés et de sophismes qui étaient considérés jusque-là comme des vérités indiscutables.

Mais il ne paraît pas démontré que l'heure soit propice pour opérer une réforme qui touche de si près à la constitution et au maintien de la famille. Certes, toute loi qui aurait pour but et pour résultat d'entraîner une amélioration de la condition des enfants naturels marquerait une évolution désirée par beaucoup de publicistes (1) ; mais on peut se demander si de semblables innovations seraient opportunes, à une époque où la notion de famille tend à s'affaiblir, soit en raison des doctrines socialistes, soit à cause de la facilité avec laquelle, par suite du divorce, le lien conjugal parvient à se dissoudre ; d'une part, les projets socialistes s'efforcent de restreindre aussi étroitement que possible le

(1) Voir Coulon : *De la condition des enfants naturels*. (Marchal et Billard, 1896.)

cercle de la famille, qui serait ramenée, au point de vue successoral, au groupe des personnes qui la composent en ligne directe; d'autre part, l'institution du mariage elle-même est attaquée, des idées nouvelles se font jour dans les revues et dans les livres, et l'union libre est recommandée par beaucoup comme présentant, quant à la perpétuité et à l'extension de la race, les mêmes garanties que le mariage. Enfin, la jurisprudence, impressionnée, surtout dans les grandes villes, par les circonstances de chaque affaire, se montre presque toujours disposée à faire droit aux demandes de divorce dont les tribunaux sont saisis, et il y a là tout un ensemble de causes et d'arguments qui ne sont pas de nature à rendre désirable une nouvelle atteinte portée à la famille légitime.

Si l'on renonce à établir une égalité prématurée entre les enfants légitimes et les enfants naturels, n'existe-t-il pas tout au moins un moyen de dissimuler au public leur origine et de mettre obstacle à toute tentative qui aurait pour but, dans une intention malveillante ou tout au moins indiscrete, de dévoiler les secrets de leur naissance ; c'est ce qu'a pensé un député, M. Raoul Péret, s'inspirant d'une idée humanitaire qui a abouti tout dernièrement à la réforme du casier judiciaire, dont les extraits délivrés aux particuliers ne reproduisent plus les infractions peu graves portées au bulletin n° 1. M. Péret s'est proposé d'éviter que des mentions d'une utilité contestable inscrites sur les extraits des actes de naissance n'eussent pour résultat de jeter du discrédit et de la défaveur sur les personnes qu'elles concernent. Il est de principe, dans notre législation, que les registres de l'état civil sont publics et que toute personne peut s'en faire remettre un extrait (art. 45 du

C. civ.). Il en résulte que le premier venu est fondé à se renseigner sur les irrégularités qui entourent la naissance d'un individu et que des secrets intimes se trouvent ainsi divulgués. Il ne saurait être question, bien entendu, d'abolir la publicité des actes de l'état civil, qui est une des règles fondamentales de notre législation sur l'état des personnes; mais M. Péret voudrait que les extraits des actes de naissance soient désormais exempts de toute inscription susceptible d'attirer l'attention sur les origines de la filiation et d'en révéler l'irrégularité. Toute mention de la reconnaissance ou de la légitimation qui atteste la faute en même temps qu'elle l'efface serait désormais proscrite dans les expéditions; seuls apparaîtraient les noms et prénoms de l'enfant, le jour, l'heure et le lieu de sa naissance et les noms des parents, de sorte que les inconvénients signalés n'atteindraient plus que les enfants naturels non reconnus, leur filiation illégitime ressortant par prétérition de leur acte de naissance (1).

La rédaction des actes de l'état civil est, en effet, par suite de la malveillance humaine, la source d'où découlent pour une partie de la population qui est loin d'être négligeable, surtout dans les grandes villes (depuis 12 ans, en effet, la proportion des enfants illégitimes est de 40 à 41 % des enfants légitimes), toutes les souffrances morales et d'innombrables difficultés d'autant plus pénibles à vaincre qu'elles n'ont pas de fondement, qu'elles ne se raisonnent pas et qu'elles ne sont inspirées que par le pur préjugé : un être né d'une union illégitime porte jusqu'à sa mort le poids de son infortune, sa

(1) *Journal officiel*, doc. parl., Chambre, sess. ord., 1902, annexe n° 207, p. 723.

propre famille le rejette, la famille du père surtout. Au collège, à l'atelier, à l'armée, le stigmat de cette illégitimité s'étale ; sur son extrait de naissance, qu'il doit fournir en toute circonstance, sur son livret militaire, qui doit passer sous les yeux des chefs et s'égarera aussi chez les inférieurs, la situation de ses parents est consignée. Veut-il se marier, il lui faut présenter son acte de naissance ; les bans publieront les noms de ses père et mère et révéleront l'irrégularité de sa naissance. Dans ces conditions, ce ne sera qu'au prix des plus grandes difficultés qu'il pourra contracter une union avec une jeune fille dont l'état civil sera régulier. Il éprouve une source inépuisable de difficultés et de déboires, surtout lorsqu'il veut éviter l'écueil où ses parents avaient sombré, fonder une famille selon les lois de la société où il vit. Si l'on veut prendre le soin de jeter un coup d'œil sur les petites annonces que les journaux publient chaque jour, on pourra y voir que les agences matrimoniales offrent surtout des enfants naturels à la convoitise des chercheurs de dot ; mais qu'il me soit permis de citer un exemple concret et de mettre sous les yeux du lecteur une lettre motivant de la façon suivante le refus par un père de la main de sa fille à un enfant naturel (les négociations étaient faites par la voie d'un intermédiaire). « Je regrette que vous ne nous ayez pas suffisamment éclairés sur l'origine de M. Z..., que vous ne connaissiez probablement pas vous-même. Vous devez vous rappeler, je pense, Madame, que je vous fis cette réflexion au cours de l'entretien : l'enfant était-il âgé à l'époque du mariage, date à laquelle il a dû être reconnu ; vous ne sûtes pas me préciser. Nous avons toujours cru, mon père et moi, qu'il y avait eu mariage ; mais, puisque cet acte, qui aurait réparé la faute, n'a pas eu lieu, cela change tota-

lement la situation. Je vous prie de ne donner aucune suite aux négociations ».

Il résulte bien de cette lettre qu'un mariage est entravé uniquement par ce fait que les parents du prétendant n'ont pas réparé leur faute, aussi en conclut-on que le fils devra continuer à expier ladite faute toute sa vie. Il faut avouer que, pour de pures raisons de vanité ou de qu'en dira-t-on, on met le désespoir dans le cœur d'une foule de braves gens qui n'ont rien à se reprocher.

Voici une autre lettre peut-être plus typique encore :

« Monsieur,

« Après y avoir mûrement réfléchi, nous avons regret,
« mon mari et moi, de vous faire savoir que le mariage
« que vous projetiez avec notre fille est impossible.
« Vous ne nous avez pas caché votre situation et nous
« ne pouvons accepter *qu'elle figure sur les publications*
« légales à côté du nom de notre fille, et cela pourtant
« est obligatoire ; dans ces conditions, veuillez renon-
« cer..... »

Comme on peut le remarquer par cette dernière lettre, voilà un brave garçon qui probablement plaisait sous tous les rapports et que l'on éconduit uniquement parce que les publications révéleraient au public la chose sur laquelle *on aurait passé si elle avait été tenue secrète.*

Ces raisons, avouées ou non, font prime en province, dans les petites villes où tout se sait. Ces préjugés sont admis aussi bien dans la bourgeoisie que dans le peuple — les traditions des familles, la crainte des commérages les font prédominer. *Cette publicité de la bâtardise est un effroi pour tous ceux qu'elle peut atteindre ;* on ne peut que regretter un pareil état de choses et souhaiter un

prompt changement. — Le législateur, dans l'intérêt de la paix des familles, a tenu à tout prix à faire l'oubli sur des situations très regrettables mais beaucoup plus graves : lorsqu'un homme meurt en prison, il ne doit pas être fait mention du lieu de décès ; quand il meurt sur l'échafaud, aucune allusion également ne doit être faite dans l'acte de décès à la peine capitale.

Par mesure d'humanité et de rédemption on a supprimé l'infamante marque T. F. sur l'épaule des forçats, mais l'enfant naturel, qui n'a rien à se reprocher, continuerait à porter partout et verrait s'étaler au grand jour les preuves de son malheur !

L'heure a sonné de lui venir en aide. Il ne faut plus que les proviseurs de lycée, et les directeurs d'écoles communales ou supérieures s'aperçoivent de leur origine consignée tout au long dans l'acte de naissance et que les sous-officiers puissent les considérer avec malveillance. Que peut gagner en effet à tout cela la morale, quel profit pour la société ? Ces mesures tracassières ont-elles fait diminuer la séduction ? les chiffres suivants concernant la population parisienne vont nous répondre. — Pendant les quatre années 1875-76-77-78, il y avait une moyenne de 35 enfants illégitimes pour 100 légitimes ; de 1887 à 1890 il y eut une moyenne de 39,4 illégitimes pour 100 légitimes ; de 1896 à 1899 une moyenne de 41 illégitimes pour 100 légitimes (1) ; par conséquent

(1) Documents statistiques concernant les enfants naturels. (*Société d'études législatives*, 1903, p. 202.)

Statistique annuelle de la population publiée par le ministère du commerce, t. XXX, 1901 :

	Légitimes	Naturels
1899	772.657	74.970
1900	754.176	73.121

Les enfants naturels forment actuellement presque le 1/10^e des en-

on peut suivre une progression toujours croissante. Qu'on n'objecte pas qu'un régime moins sévère serait fatal à la morale, les dispositions encore plus draconiennes du Code civil n'eurent aucune influence sur la diminution des naissances illégitimes ; il faut donc en conclure que les lois en vigueur sont gratuitement inhumaines et font à l'enfant naturel une situation trop douloureuse que les romanciers contemporains n'ont point exagérée.

Souvent dans leur première enfance ils sont de véritables orphelins, ils ignorent la tendresse du père quand ils n'ont pas à redouter de lui une haine féroce ; plus tard, leur sort est lié à celui de la mère ; si celle-ci est volage, ils ont grande chance d'être exilés au loin dans quelque village et quand ils seront grands, quand ils seront pères de famille, si leurs fils veulent concourir à une école du gouvernement, où l'acte de naissance du père est exigé pour faire preuve de la nationalité française des candidats, ils devront leur donner la preuve de la faute des grands-parents. Et cependant on ne voit pas que les enfants naturels forment une majorité parmi les nuisibles et tous ceux que pourchassent les tribu-

fants nés vivants ; la natalité légitime décroît, le chiffre des naissances naturelles reste stationnaire, d'où il suit que le rapport des naissances naturelles au total des naissances augmente, et que, dès lors, la natalité illégitime apparaît comme étant en progression.

En 1900, dans les établissements correctionnels pour les jeunes filles, 621 étaient légitimes et 150 enfants naturelles.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — ENFANTS ASSISTÉS.

1901. — Garçons légitimes.....	21.708
— — naturels	27.188
Total.....	48.896

(Annuaire statistique de la ville de Paris).

naux ; alors pourquoi, on se le demande, toutes ces rigneurs ; et il est permis de s'indigner encore davantage quand ce sont des enfants légitimés qui ont à subir ces tortures morales. Comme les exemples précis et concrets sont de nature à mieux faire toucher du doigt le problème, en voici un que je prends dans le *Petit Parisien* du 14 novembre 1904 :

« A l'âge de 23 ans, un Marseillais, M. X....., avait un
« fils et épousait la mère peu après. Ce fils est donc
« aujourd'hui légitimé, mais l'extrait de l'acte de l'état
« civil, qui contient en marge la reconnaissance, indi-
« quait en toutes lettres qu'il était né de père inconnu.
« La loi par conséquent ne se borne pas à révéler à l'en-
« fant sa naissance hors mariage, révélation qui peut
« être désagréable aux parents à plusieurs égards ; elle
« fait peser sur lui durant des années une condition
« dont il est irresponsable. On n'oubliera donc pas
« son origine première et la légitimation postérieure
« ne modifiera en rien les sentiments de la plupart
« des gens. Le jour où il sera en âge de se marier,
« comme son extrait de naissance portera la mention
« accusatrice, il pourra se heurter aux refus les plus pé-
« nibles. »

Dans quel intérêt le *législateur a-t-il exigé que l'extrait de l'acte de l'état civil fût complet au point de reproduire toutes les phases de l'existence* ? Pourquoi les tiers seront-ils mis nécessairement au courant de certaines particularités qui ne les regardent pas et qui pourraient influencer fâcheusement sur toute une vie, du moment qu'elles seront publiées ? A cela il est difficile de trouver une raison suffisante : on va peut-être dire que les réformes projetées menacent directement la famille et qu'il est juste que l'enfant naturel soit signalé à tous et

que son état reçoive une publicité complète parce qu'il possède une hérédité morale désavantageuse ?

L'objection est loin, je crois, d'être irrésistible, et, alors même que l'enfant naturel posséderait cette hérédité fâcheuse dont on parle, ce ne serait, je crois, qu'une raison de plus pour l'entourer de sollicitude, car il serait moins responsable. Mais il y a tout lieu de croire que l'enfant naturel ne diffère pas des autres et nous allons essayer de démontrer la fausseté des théories qui prétendent établir scientifiquement l'infériorité atavique des enfants naturels. D'abord, avant d'entrer dans la discussion, qu'il nous soit permis de faire remarquer que, si la théorie que nous combattons était vraie, il faudrait admettre que 30 % environ de la population parisienne est dans cet état d'infériorité à l'heure actuelle (en 1898, 74.586 illégitimes pour 769.347 légitimes) (1). Mais, comme ce rapport de 30 % n'est pas fixe et que la proportion des enfants naturels va toujours en augmentant, il semble que l'on puisse prédire le jour où les naissances naturelles équivaldront aux naissances légitimes; ce jour-là, il sera certainement trop tard pour agir. Revenons à notre problème et voyons si mentalement, moralement ou socialement, l'enfant naturel est inférieur à l'enfant légitime, et si, par conséquent, les rigueurs du Code à son égard peuvent, sinon se justifier, du moins s'expliquer.

Pour examiner ce problème, nous allons rechercher si les facteurs de la personnalité sont différents chez l'enfant naturel et chez l'enfant légitime. La population des enfants assistés peut nous fournir une base d'appré-

(1) LEVASSEUR, *Démographie de la France*, t. II, p. 6, 7, 8 et 9, et *Journal de statistiques*, année 1900, p. 34 et 35.

ciation. Cette population, sur laquelle s'exerce la tutelle du département de la Seine, est considérable : 50.000 pensionnaires de 1 à 21 ans, tant assistés que moralement abandonnés ; de l'avis de M. May, le directeur de l'hospice, les enfants naturels, reconnus ou non, entrent, pour les 4/5, dans ce nombre ; c'est donc une masse de 40.000 bâtards sur lesquels on peut se livrer à des études comparatives. Sur les 50.000 individus mis en tutelle, il n'y a pas plus de 200 indisciplinés ou de vicieux par an, soit cette proportion infime de 4 ‰. De plus, on constate que, loin d'avoir une mauvaise influence sur leurs camarades bons, les enfants moralement abandonnés subissent, au contraire, l'influence de ces derniers et ne tardent pas à s'amender ; l'administration suit ses pupilles officiellement jusqu'à leur majorité, les fait élever en province et la plupart s'établissent dans les lieux où ils ont passé leur enfance, s'y marient et y font souche. Dans le Nivernais, par exemple, ils se substituent peu à peu à la race morvandelle qui émigre vers les villes. Les conseillers généraux, qui en 1899 furent chargés officiellement de visiter les agences de province, nous donnent des renseignements très intéressants sur leur compte.

Les résultats statistiques concernant le Nivernais, sont d'autant plus concluants que l'administration pénitentiaire envoie fréquemment dans cette région les enfants qui se sont rendus coupables d'une infraction et qui ont bénéficié d'une déclaration de non-discernement. Un grand nombre de ces enfants sont des enfants naturels, et les tares héréditaires dont ils peuvent être atteints sont encore aggravées par le fait que, durant leur jeune âge, ils n'ont été le plus souvent l'objet d'aucune surveillance, ou même ont vécu dans de fâcheuses promiscuités. Il semblerait donc que le résultat fatal de

tous ces facteurs serait de mettre obstacle à tout retour au bien et que le souvenir des mauvais exemples, joint aux mauvais instincts originels, les incitât sans cesse à commettre de nouveaux méfaits. Et, cependant, il n'en est rien. Ces enfants sont confiés à des familles de cultivateurs qui leur font partager leur vie agricole, les habituent aux travaux des champs et leur donnent l'exemple d'une vie simple et exempte de vices ou de goûts dissensuels. Alors, l'influence pernicieuse des anciens camarades ou des scandales auxquels ils se sont trouvés mêlés, jadis, s'évanouit et disparaît; instruits à une nouvelle école, ils oublient les tentations des villes et prennent goût à leur nouvelle profession. Les statistiques criminelles établissent que le Nivernais est une des régions de la France où il se commet le moins de crimes. Il y a là une preuve convaincante que l'hérédité, quand elle existe, et les mauvais exemples de la jeunesse peuvent céder, surtout quand le moral de l'homme n'est pas encore formé, sous l'influence d'une direction meilleure. M. Ch. Fortin, qui s'est rendu auprès de l'agence de Troyes, écrit (1) : « Transplantés dans un pays où les populations sont très isolées les unes des autres, l'enfant, dont le moral était contaminé par un milieu malsain, retrouve au contact des familles accueillantes un moral excellent », et il ajoute : « Il n'est pas rare de voir cet enfant, devenu un homme, se marier soit avec la servante, soit même avec la fille de son ancien patron. »

Le directeur de l'hospice des enfants assistés de Paris,

(1) Rapport général, au nom de la 3^e commission, sur le service des enfants secourus, des enfants assistés et moralement abandonnés, par M. Paterme, conseiller général de la Seine. (*Bulletin officiel des séances du Conseil général de la Seine*, année 1899, p. 218 et suiv.).

interviewé sur le point de savoir s'il voyait de la différence entre les enfants naturels et les enfants légitimes qu'il était chargé d'élever, répondit qu'il ne voyait aucune différence, soit mentale, soit morale, entre eux, rien de particulier ne les dénonce ; chez les uns comme chez les autres, il a remarqué des sujets d'élite. Ainsi, il y a deux ans, un enfant naturel assisté était l'un des meilleurs élèves de l'Ecole nationale des beaux-arts, un autre était boursier dans un lycée de Paris et avait tous les succès.

Pour nous documenter sur le compte des enfants naturels, en dehors des renseignements qui nous sont fournis par l'assistance publique, il y a des statistiques de la criminalité chez les enfants ; si on les parcourt, on peut voir que la justice voit passer devant ses yeux annuellement près de 6.000 délinquants âgés de moins de 16 ans. M. le juge d'instruction Albanel (1) s'est fait une sorte de spécialité de ces questions de statistique ; il a porté son examen sur 600 délinquants.

Sur ces 600 : 494 étaient légitimes,
15 étaient légitimés,
16 reconnus par les deux parents,
41 reconnus par la mère seule,
32 non reconnus,
2 adultérins.

600

Si l'on s'en rapporte rigoureusement à cette statistique, on voit que les enfants légitimes forment les 5/6 des enfants criminels ; mais il est probable que si l'on faisait la moyenne sur un total plus considérable, le

(1) ALBANEL, *Le crime dans la famille*, p. 104.

nombre des enfants légitimes n'atteindrait pas les 5/6 des enfants criminels.

Quoi qu'il en soit, il n'en est pas moins vrai que cette proportion est supérieure d'environ 1/6 à ce qu'elle devrait être, puisque sur la totalité des naissances il y a à peu près un tiers de naissances naturelles. Cela nous prouve, et d'une façon péremptoire, que le nombre des enfants criminels chez les enfants naturels n'est pas plus élevé que chez les autres et que si l'on s'en rapportait rigoureusement aux chiffres de M. Albanel, on pourrait même dire qu'il est moindre chez eux.

Tout ceci nous amène à conclure que l'on est très mal fondé en venant parler d'hérédité (1) morbide prédisposant au crime et au vice ; les tares ataviques sont à peu près les mêmes chez les deux sortes d'enfants. Il faut s'appuyer sur des idées préconçues et raisonner abstraitement ou avec parti pris sur des données par trop conjecturales de la science pour vouloir trouver une distinction et une différence marquée entre les deux catégories d'enfants. L'on nous dit : les enfants naturels ont pour pères généralement des lâches, des égoïstes ; quant à leurs mères, le plus souvent, elles sont dépourvues de toute énergie morale, et de ce fâcheux assemblage doit nécessairement résulter des êtres ayant toutes les tares de leurs parents. Il est certain que ce raisonnement a une apparence logique qui satisfait l'esprit et qui a séduit beaucoup de gens ; cepen-

(1) Le nationalisme. (*Revue socialiste*, 1902, p. 36.)

Comme le dit M. Durkeim : « La foi à l'hérédité, si intense jadis, est aujourd'hui remplacée par une foi presque opposée. Nous tendons à croire que l'individu est en majeure partie le fils de ses œuvres, et à méconnaître même les liens qui le rattachent à sa race et l'en font dépendre. »

dant, ces déductions, qui seraient très convaincantes si elles reposaient sur un principe incontesté, sont, nous nous l'avons vu, catégoriquement démenties par les données d'une expérience des plus faciles à contrôler. Le directeur des enfants assistés nous a dit : ces enfants sont comme les autres; M. Albanel nous dit : pas plus de criminels parmi les enfants naturels, plutôt moins. Ces arguments sont, je crois, sans réplique, et nous voyons que les rigueurs de la loi envers les enfants naturels ne s'expliquent ni ne se justifient. S'il est nécessaire, dans l'intérêt du mariage, de maintenir une différence de condition entre eux et les enfants légitimes, qu'au moins on tâche de rendre cette différence aussi peu offensante que possible pour leur dignité et leur amour-propre. L'idée émise par Cambacérès, à savoir que les femmes « deviendront plus réservées quand elles sauront qu'en cédant sans avoir pris de précaution pour assurer l'état de leur postérité, elles en sont seules chargées », cette idée, elle aussi, n'a pas précisément été vérifiée par la pratique, et on sait de quelle manière l'avenir devait répondre ; en moins d'un siècle, le nombre des naissances naturelles devait augmenter de 18 % et celui des naissances légitimes décroître de 9 %.

Ne pourrait-on pas penser, au contraire, qu'une modification à l'article 340 admettant la recherche de la paternité d'une façon plus large, ramènerait vers le mariage un grand nombre d'individus ? Le jour, en effet, où l'homme saura que sa responsabilité est la même dans le concubinat que dans le mariage, il n'aura aucun intérêt à le préférer à l'union légitime qui sera toujours entourée de plus de considération. Cette idée semble d'ailleurs se faire jour peu à peu dans la jurisprudence

dont on pourrait signaler maintes décisions ayant pour objet une condamnation de dommages intérêts contre les séducteurs qui abandonnent après une grossesse les femmes qui avaient cru à des promesses de mariage. D'un autre côté, et ce point est capital, on n'aura pas puni des innocents pour une faute qui n'est pas la leur. Une fois de plus, semble-t-il, on pourra constater que la rigueur n'est pas un procédé efficace de prophylaxie sociale, les lois d'indulgence, celles qui permettent à l'homme de se relever après une faute, semblent mieux atteindre le but voulu d'amélioration et d'honnêteté générale.

Dans l'ordre criminel, on a pu constater la vérité de ce que nous venons d'avancer en étudiant les résultats de la loi de sursis ; depuis sa première application en 1892, c'est-à-dire en moins de 10 ans, on a constaté une diminution progressive des récidivistes déférés aux tribunaux (en 1892, 75.383 et en 1899, 64.129) (1).

Il vaudrait mieux modifier la loi dans un sens plus généreux et plus humain, la morale et l'intérêt seraient conciliés : l'intérêt dans ce qu'il a de plus matériel en sauvegardant la vie humaine et en permettant l'accroissement de la population ; la morale en proclamant le principe que nul n'a le droit de se soustraire aux devoirs et aux responsabilités qu'engendre pour lui toute union. *De plus, on donnerait satisfaction à ce grand principe de justice qui veut qu'on ne puisse être inquiété pour des fautes qui ne vous sont pas personnelles.*

(1) *Compte général de l'administration de la justice criminelle en France, en Algérie et en Tunisie pendant l'année 1899.* (Paris, imprimerie nationale, 1901.)

CONCLUSION

En définitive, nous voyons que les moyens législatifs n'ont pas pu arriver à diminuer le nombre des enfants naturels et que, d'un autre côté, ils sont aussi bien doués que les autres ; c'est pourquoi on ne voit nullement la raison pour laquelle ils seraient mis par la loi en état d'infériorité dans la grande lutte pour la vie. Il faut supprimer la tache que tout enfant naturel porte à sa naissance, il faut que désormais la mention de l'illégitimité ne poursuive plus le malheureux comme une tare indélébile.

Cette iniquité affreuse, dont souffrent dans nos sociétés prétendues fraternelles et égalitaires des milliers et des milliers d'individus, peut aisément prendre fin. Il est simple, comme nous pensons le montrer par la suite, d'établir pour les actes de l'état civil un système semblable à celui qui fonctionne pour le casier judiciaire. Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de changer les mœurs, de diriger une attaque de front contre les préjugés et que l'on peut, tout en adoptant une mesure moins radicale que celle prise par la Convention, être grandement utile à ces parias. La Convention avait banni toute appellation spéciale pour les désigner : celui qui ne connaît pas ses parents, proclama-t-elle, « sera appelé orphelin comme celui qui les a perdus ». Aujourd'hui nous ne demandons pas à revenir à cette conception égalitaire. L'impossibilité où l'on se trouve de diminuer d'une façon sensible le nombre des enfants naturels prouve que l'amour libre et ses conséquences sont des phénomènes sociaux que le législateur ne doit pas faire

semblant d'ignorer (1), mais qu'il doit envisager avec soin non pour les enrayer, ce qui paraît aujourd'hui impossible, mais pour qu'il en résulte le moins de trouble social et le moins d'injustice. Nous ne sommes plus au temps où, pleins d'illusions, les auteurs du Code civil cherchaient à protéger la famille avec un exclusivisme jaloux ; sans doute la famille doit être la première préoccupation du législateur et tout ce qu'il peut faire pour la rendre forte et respectable ne doit pas être négligé, seulement, des préoccupations nouvelles se font jour : on s'aperçoit que l'Etat a aussi des devoirs considérables à l'égard des individus, qu'il doit les protéger et développer chez eux toutes les qualités et toutes les énergies ; un rôle nouveau, celui de favoriser le développement des individualités et assurer à chaque citoyen des armes égales pour développer son activité et réaliser ses ambitions ; c'est pourquoi il est nécessaire et inévitable qu'il y ait place dans les législations futures à un droit des enfants naturels. Nous pouvons dès à présent le formuler ainsi : *Droit à l'égalité dans la considération sociale.*

L'exercice de ce droit sera assuré par la *non publicité* des actes de l'état civil cachant le mystère des origines.

Les juristes qui s'occupent de la question tant au Parlement qu'en dehors du Parlement sont bien d'accord sur ce principe de *non publicité*, seulement, lorsqu'il s'agit d'organiser la réforme, d'entrer dans le détail de l'application pratique, on voit surgir entre eux des divergences de vues nombreuses et importantes d'où l'éclosion de plusieurs systèmes.

(1) Voir un exposé plus détaillé des raisons qui militent en faveur de ces idées dans la thèse de M. Peytel. (*L'Union libre*, Paris, 1904.)

Afin d'apprécier quelle est la conception qui semble le mieux répondre au but à atteindre, nous étudierons successivement le projet primitif de M. Péret ; le projet de la Commission parlementaire sous sa première, deuxième et troisième forme ; les projets mis en avant par les membres de la Société d'études législatives, celui adopté par cette Société elle-même ; enfin, nous en présenterons un auquel nous donnerons la préférence et qui se rapproche sensiblement de celui de la Société d'études législatives.

Cet examen terminé, nous rechercherons s'il ne conviendrait pas de concilier la réforme avec l'institution du casier civil préconisée par beaucoup de jurisconsultes et qui paraît devoir s'imposer au législateur de l'avenir. Il nous restera à voir en terminant ce que l'étranger a déjà fait pour doter les enfants naturels du droit à *l'égalité* dans la considération sociale et s'il paraît avoir mieux résolu le problème que nous ; cette étude fera ressortir ce que la législation française pourrait emprunter avec avantage à la législation étrangère.

Nous serons amené, en dernier lieu, à étudier une toute petite réforme qui n'a, avec celle qui fait l'objet principal de cette étude, qu'un rapport de voisinage pour ainsi dire ; je veux parler de la suppression de la légalisation. Il est certain que cette question n'a pas avec notre sujet une relation directe, mais comme elle concerne la modification du même article 45 du Cod. civ., et qu'elle a été soulevée dans un amendement à la proposition Péret, il nous semble nécessaire de lui consacrer une toute petite place à la suite de notre étude.

CHAPITRE PREMIER

Projets parlementaires

SECTION I

**Étude critique de la proposition de M. le député
Péret en vue de la réforme des actes de naissance
des enfants naturels.**

Comprenant l'importance et l'ampleur de la question, M. Péret déposait, le 4 juillet 1902, une proposition de loi relative aux actes de naissance des enfants naturels et ayant pour but d'améliorer, à l'égard de ces enfants, les dispositions des articles 45 et 57 du Code civil. Suivant l'énergique expression de l'auteur, il s'agit d'empêcher l'acte de naissance d'un enfant naturel de constituer pour lui « un véritable casier judiciaire qui lui ferme toutes les portes ». Les inconvénients de la rédaction des actes de l'état civil des enfants naturels ont été très bien mis en lumière par M. Péret. En l'état actuel de l'opinion et des mœurs, il ne saurait être question de s'arrêter à une réforme d'ensemble de la législation qui les concerne. Ce qu'il s'agit d'obtenir, c'est que l'acte de naissance, qui, pour l'instruction, le service militaire, les fonctions d'ordre public ou privé et le mariage, doit, pour ainsi dire, être nécessairement produit, ne contienne aucune mention de nature à révéler les circonstances irrégulières de la naissance.

Les inconvénients de ces mentions et le préjudice qu'elles peuvent occasionner à l'intéressé sont encore aggravés quand il s'agit d'enfants trouvés, à l'égard desquels l'acte de naissance se transforme en un véritable procès-verbal, et d'enfants légitimés, pour qui la légitimation constate aussi une infériorité d'origine. Il y a là un vice inhérent à la tenue des registres de l'état civil. Des extraits de ces registres sont délivrés à tous ceux qui en font la demande et qui en versent le prix, et cette pratique permet de satisfaire une curiosité malveillante. La révélation d'une naissance irrégulière jette le scandale à la fois dans les familles et dans le cercle des personnes qui vivent en relations avec l'intéressé. Il peut y avoir une atteinte portée à l'autorité paternelle, à l'estime dont jouissait parmi les siens le père de famille ; en même temps, les rapports entre l'enfant reconnu et son auteur peuvent changer de caractère, à la suite de la surprise causée par la révélation d'un fait aussi grave. Enfin, c'est, au regard de l'opinion publique, la divulgation d'une tare indélébile, qui a pour résultat de diminuer la considération dont jouissait une personne dans la société. Ces motifs, longuement exposés par M. Péret dans le rapport qui a accompagné le dépôt de sa proposition (1), permettent de comprendre l'intérêt qui s'attache à une réforme de notre législation sur ce point. Ce qu'il y a d'important à mettre en lumière, c'est qu'aucune modification ne doit être apportée, en l'état actuel des mœurs, à la condition des enfants naturels. Comme l'a dit M. Lebreton (2), il y a

(1) *Journal officiel*, doc. parl., Chambre, sess. ord., 1903, annexe n° 836, p. 327.

(2) *Revue critique*, 1904, p. 109.

assurément un préjugé absurde à vouloir imposer à un enfant le poids d'une faute dont il n'est pas responsable ; mais, tant que l'opinion n'aura pas rendu possible un changement complet à cet égard, il n'existe pas d'autre moyen d'améliorer le sort des enfants naturels, que de chercher à conjurer les conséquences injustes qui résultent pour eux de l'irrégularité de leur naissance. Donc, la réforme qui va nous retenir ne vise pas le fond du droit, mais elle est néanmoins de nature à être accueillie très favorablement par tous les enfants naturels et aussi par les âmes généreuses éprises de justice et de solidarité.

Elle consiste, en deux mots, à restreindre la publicité des actes de naissance. M. Péret, dans son projet primitif, l'avait même, semble-t-il, tellement restreinte, qu'il l'avait, en quelque sorte, supprimée ; à bon droit, je crois, la Commission parlementaire a trouvé qu'il allait trop loin. Voici quel était ce projet : il voulait qu'il ne soit jamais délivré à quelque personne que ce soit, même à l'intéressé, que des extraits analytiques des actes inscrits sur les registres. Ces extraits ne reproduiraient que les noms, prénoms, profession et domicile des père et mère, ou de l'un d'eux, et ne contiendraient ni mention relative à la filiation légitime ou naturelle, ni aucune allusion à la reconnaissance ou à la légitimation. Toutefois, selon lui, comme il peut y avoir des cas où il paraît indispensable d'être renseigné complètement et exactement sur l'état civil d'un individu, il admettait que les tribunaux pourraient, en cas de contestation, se faire représenter les registres eux-mêmes.

Le projet de M. Péret, présenté en 1902, se résume ainsi :

1° Il n'y aura plus jamais que des extraits analytiques et incomplets ; 2° Transport des registres en cas de contestation devant les tribunaux.

Ce projet souleva, à juste titre, les critiques de la Commission parlementaire ; on fit remarquer avec raison qu'il y a des cas où, en dehors de toute contestation, des personnes peuvent avoir intérêt légitime à connaître l'état civil *in extenso* ; ainsi, par exemple : un individu se prétend héritier, les autres intéressés doivent pouvoir se renseigner sur sa qualité véritable. De même, lorsqu'il y a un projet de mariage, il faut nécessairement que chacun des futurs puisse se renseigner sur la qualité et l'état de son futur, afin d'apprécier notamment quelles sont ses espérances de biens à venir et les chances qu'il a d'hériter.

Mais la grande imperfection du projet, c'est qu'il prévoyait, en cas de contestation, le transport du registre de l'état civil lui-même devant le tribunal. Or, on aperçoit à première vue qu'une semblable disposition était loin d'être pratique ; pour peu, en effet, que le tribunal soit éloigné et s'il s'agit du registre en cours, la tenue régulière de l'état civil serait interrompue pendant ce voyage du registre.

Quelque digne d'intérêt qu'apparaisse la condition de l'enfant naturel, on ne saurait apporter à la tenue des registres qui constatent l'état civil des citoyens des modifications qui auraient pour résultat de nuire à l'intérêt collectif de la société. A tout moment, un individu peut se trouver dans la nécessité de faire la preuve de son état. Or, dans la conception du droit civil français, la preuve de l'état des personnes se fait par la délivrance des extraits des registres de naissance ou de mariage ; si ces registres sont déplacés, il devient impossible,

pendant la durée de leur déplacement, d'en communiquer des extraits aux tiers, et, pour vouloir favoriser une catégorie d'individus assurément fort intéressante, on risque d'occasionner un préjudice grave à une foule de citoyens. Cette raison, ajoutée à celle qui résulte de ce que la tenue même des registres subirait des lacunes, a paru décisive pour écarter une des dispositions principales du projet de M. Péret. Les règles établies par la Révolution et consacrées par le Code civil, en ce qui concerne la publicité de l'état des citoyens, sont intangibles, et, quelle que soit la générosité du but qui inspire les réformateurs, aucune atteinte ne doit être portée à un des grands principes sur lesquels reposent la législation civile contemporaine et la sécurité de la société tout entière.

SECTION II

Modifications apportées au projet par la Commission de la Chambre.

Tout en adoptant, en principe, l'idée de M. Péret, la Commission a élaboré un texte nouveau, qui a été accepté en première délibération (Chambre, séance du 10 novembre 1903). Le nouveau texte auquel s'est arrêtée la Commission est ainsi conçu :

Article unique.— L'article 45 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

Toute personne pourra, sauf l'exception prévue à l'article 57, se faire délivrer, par les dépositaires des registres de l'état civil, des copies des actes inscrits sur les registres. Ces copies, délivrées conformément aux

registres et légalisées par le président du tribunal de première instance ou par le juge qui le remplacera, feront foi jusqu'à inscription de faux ; elles porteront en toutes lettres la date de leur délivrance.

L'article 57 du Code civil est complété ainsi qu'il suit :

Nul, à l'exception du procureur de la République, des ascendants ou des descendants en ligne directe de l'enfant, de son tuteur, s'il est mineur, ne pourra obtenir une *copie conforme* d'un acte de naissance autre que le sien, si ce n'est en vertu d'une autorisation délivrée sans frais par le juge de paix du canton où l'acte a été reçu, et sur la demande écrite de l'intéressé. En cas de refus, la demande sera portée devant le président du tribunal civil de première instance, qui statuera par ordonnance de référé. Les dépositaires des registres seront tenus de délivrer, à tout requérant, des extraits indiquant, *sans autres renseignements*, l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe de l'enfant, les prénoms qui lui ont été donnés, les noms, prénoms, profession et domicile des père et mère, tels qu'ils résultent des énonciations de l'acte de naissance ou des mentions contenues en marge de cet acte, et reproduisant la mention prévue au dernier alinéa de l'article 76 du Code civil (1).

C'est donc, en définitive, un texte nouveau que la Commission, présidée par M. Cruppi, tout en s'inspirant du projet de M. Péret, a rédigé.

Les deux principes de la réforme demandée sont les suivants :

(1) Cf. Chambre, séance du 9 novembre 1902, rapport sommaire au nom de la Commission d'initiative, n° 426 ; Sénat, séance du 25 mars 1903, rapport Péret et annexe n° 836.

1° On distingue les *copies conformes* et les *extraits analytiques* des actes de naissance. Les premiers continueraient à faire foi jusqu'à inscription de faux ; les autres ne contiendraient que des indications sommaires destinées à être utilisées dans les circonstances journalières de l'existence (comme en vue d'une demande d'emploi, etc.) et ne feraient foi que jusqu'à preuve contraire.

2° Les copies conformes ne pourraient être délivrées qu'à un certain nombre de personnes sur l'indication desquelles nous aurons à revenir.

Si l'on rapproche le texte arrêté par la Commission de celui que proposait M. Péret, en 1902, on remarque, immédiatement, qu'il existe entre eux un trait commun : on n'apporte aucun changement aux prescriptions concernant la tenue des registres, qui restent établis en deux exemplaires conservés, l'un à la mairie, l'autre au greffe du tribunal civil. Les principes consacrés par la Révolution française sur la preuve de l'état des personnes ne subissent aucune atteinte ; mais, des innovations profondes apparaissent, au contraire, relativement *aux copies des registres*. L'idée de la Commission est la même que celle de M. Péret ; on s'efforce d'atténuer l'injustice d'un préjugé absurde, mais traditionnel, en essayant de supprimer les inconvénients qui résultent d'une naissance irrégulière. Or, une expérience séculaire l'atteste, ce ne sont pas les registres, mais les expéditions de ces registres, qui prêtent aux critiques, dans leur état actuel.

Entre le premier projet déposé par M. Péret et le texte adopté par la Chambre des députés le 10 novembre 1903, il existe cette ressemblance significative, qu'aucune modification n'est proposée au régime actuel de

tenue et de conservation des registres de l'état civil. Il n'est question, non plus, d'aucun changement en ce qui concerne les formules généralement adoptées dans les mairies et dont la rédaction a été arrêtée à Paris par une instruction préfectorale, approuvée par le Parquet de la Seine, du 20 décembre 1880, citée dans le *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1904, p. 213, dont l'auteur est M. Herold.

On s'est efforcé, dans ces formules, d'éviter l'emploi d'expressions qui seraient de nature à susciter une curiosité malveillante; c'est ainsi que les mots « père, mère, ou père et mère inconnus » ont été remplacés par ceux de « père et mère non dénommés », qui attirent moins l'attention des personnes étrangères à la langue juridique. Cette remarque préliminaire consignée, il est facile d'apercevoir les différences qui séparent le projet de M. Péret du texte adopté par la Chambre. En toute hypothèse, M. Péret voulait qu'il ne fût jamais délivré qu'un extrait analytique de l'acte. Il conservait d'ailleurs à cet extrait les mentions principales qui sont contenues dans les expéditions des actes de naissance; mais il faisait disparaître les mentions du genre de celles que nous avons relatées plus haut, et qui, même dans leur forme atténuée, sont encore de nature à différencier l'acte de naissance d'un enfant naturel de celui d'un enfant légitime. Son but était de supprimer tout renseignement susceptible d'attirer l'attention sur les naissances survenues en dehors du mariage. Il tenait compte, toutefois, des difficultés qu'une réforme trop radicale eût inévitablement entraînées et de la nécessité où l'on peut, parfois, se trouver, d'être exactement fixé sur l'état civil d'une personne. Aussi, introduisait-il dans son projet une disposition reconnaissant aux tri-

bunaux, en cas de procès sur l'identité, le droit de se faire représenter les registres.

Mais cette concession accordée au principe traditionnel de la publicité des actes de l'état civil était trop timide. Il existe des hypothèses nombreuses où, en dehors de toute contestation sur l'état civil, il est habituel d'exiger des extraits des registres. Tel est le principe dont les administrations publiques ne se sont jamais départies pour examiner des demandes d'emplois dont elles sont saisies. Les grandes administrations privées, les établissements d'enseignement ont suivi cet exemple, et, même en ce qui concerne l'accomplissement des devoirs légaux, tels que le service militaire, les citoyens sont obligés de se conformer à cette pratique. Dans le cercle des intérêts privés, par exemple, au sujet de l'attribution d'une succession, la détermination de l'état civil présente encore de l'importance (1).

Dans ces conditions, il n'était pas possible d'accepter tel quel le projet de M. Péret, et des modifications s'imposaient. Comme l'a dit M. Beudant (2), les registres de l'état civil sont les archives du droit de famille, mais, à la différence des pièces conservées dans les archives en général, les registres de l'état civil présentent cet autre caractère, résultant de l'article 45, qu'ils sont publics, c'est-à-dire que toute personne doit pouvoir se faire délivrer des copies ou expéditions par ceux qui sont dépositaires des registres, à la condition de payer les droits établis par le décret du 12 juillet 1807. Il s'agit

(1) Voir le rapport de M. Colin, professeur à la Faculté de droit de Paris, dans le *Bulletin de la Société d'études législatives*, année 1904, n° 4, p. 214.

(2) *Cours de droit civil français*, t. I, n° 109.

de concilier l'observation de ces principes fondamentaux sur la publicité de l'état des personnes, avec la lutte contre le discrédit résultant, pour un enfant naturel, de la divulgation de sa filiation.

La Commission parlementaire et la Chambre se sont efforcées de donner satisfaction à ces intérêts contradictoires en rédigeant un texte nouveau, où l'on prévoit la délivrance de deux sortes d'extraits des actes de l'état civil : 1^o un extrait analytique et résumé tel que le demandait M. Péret, ne contenant que des indications sommaires, c'est-à-dire indiquant, sans autres renseignements, l'année, le jour, l'heure, le lieu de naissance, le sexe de l'enfant, ses prénoms, les noms, prénoms, profession et domicile des père et mère, tels qu'ils résultent des énonciations de l'acte ou des indications marginales. Ces extraits seraient, comme sous le régime actuel, à la disposition de tout requérant, la publicité ne présentant aucun inconvénient pour des documents qui omettraient les mentions de paternité inconnue, de filiation hors mariage, etc. ;

2^o A côté de ces extraits incomplets, les officiers de l'état civil continueraient, comme par le passé, à délivrer des extraits conformes aux registres à certaines personnes limitativement déterminées par la loi et présentant ce caractère commun d'être unies par des liens de parenté ou d'amitié, savoir : le père, la mère et le tuteur de l'enfant. Enfin, la liste des personnes ayant droit à la délivrance d'un extrait *in extenso* comprendrait, naturellement, l'enfant lui-même, puis le procureur de la République. D'autre part (et sur ce point on relève une divergence complète avec le projet de M. Péret), toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourrait être reçue à réclamer l'extrait intégral moyen-

nant une autorisation du juge de paix délivrée sans frais.

La Commission parlementaire a, à la suite d'un amendement déposé par M. Auffray (1^{er} décembre 1904), modifié une troisième fois son texte. Cet amendement était ainsi conçu : « Modifier ainsi qu'il suit les paragraphes complémentaires de l'article 57 du Code civil, proposés par la Commission. Les dépositaires des registres seront tenus de délivrer à tout requérant et à son *gré* des extraits indiquant, soit, sans autres renseignements, la date, le lieu de naissance, le sexe, les nom et prénoms de l'enfant, soit l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe, les prénoms de l'enfant et sa filiation au moment de la délivrance de l'extrait (le reste du paragraphe comme au texte de la Commission). »

Par conséquent, nous voyons que M. Auffray propose cette fois de délivrer, en dehors de la copie conforme que l'on ne songe plus à supprimer, deux sortes d'extraits analytiques, l'un avec filiation et l'autre sans filiation, ce qui fait donc *trois sortes d'extraits*.

La Commission, dans son troisième texte, présenté le 18 avril 1905, a reproduit l'amendement en supprimant seulement les quatre mots, « et à son gré », qui n'ajoutaient rien à la pensée de M. Auffray et qui surchargeaient inutilement le texte. Malgré tout le désir que nous aurions à voir dans ce nouveau remaniement une amélioration sensible sur le texte précédent, il nous est impossible d'envisager quel pourra bien être l'effet utile de la modification. Il semble que M. Auffray et la Commission parlementaire ont subi ici l'influence des idées émises au sein de la Société d'études législatives par M. A. Colin, mais qu'ils n'ont pas voulu aller aussi loin

que lui dans la voie de la clandestinité ; il semble qu'après avoir fait un pas en avant dans cette voie, ils ont fait immédiatement un pas en arrière. Nous devons noter, cependant, que c'est pour la première fois que nous voyons apparaître, au sein du Parlement, l'idée à laquelle nous arriverons plus tard et à laquelle nous tenons beaucoup, je veux parler de l'idée d'un extrait sans filiation ; seulement, cette idée, qu'il serait si souhaitable de voir reconnue par une disposition législative formelle, risque fort de ne pas aboutir, en présence du remaniement apporté par la Commission au texte précédemment adopté, et il serait regrettable que cette troisième conception fût sanctionnée par un vote qui viendrait paralyser l'effet utile de la proposition humanitaire de M. Péret.

Telles sont les dispositions au moyen desquelles on croit faire disparaître les inconvénients les plus pressants que suscite la situation actuelle. Avant de porter une appréciation sur ce projet, considérons de nouveau le but qu'il s'agissait d'atteindre et examinons si le législateur peut espérer parvenir à conjurer ainsi les conséquences injustes et le préjudice résultant pour un enfant naturel de la divulgation de son état.

A l'heure actuelle, il n'est pas possible de contester que l'opinion publique, par suite d'un préjugé absurde, mais tenace, fait peser sur l'enfant naturel le poids d'une faute dont il n'est pas responsable. Or, ce qui permet le maintien d'une tradition aussi détestable, c'est la publication, dans les extraits des actes de l'état civil, de l'irrégularité de la naissance des enfants naturels ; il y a là un moyen d'information qui est trop souvent détourné du but en vue duquel il a été institué et qui, fréquemment, sert à satisfaire une curiosité malveillante,

à jeter le discrédit sur une classe d'individus, alors que ceux-ci, généralement, méritent tout autant que leurs concitoyens l'estime du public ; cela, dit-on, est fâcheux, surtout si l'on considère que le préjugé contre ces enfants a persisté dans nos mœurs malgré les efforts des penseurs.

L'auteur du projet primitif, en exagérant peut-être un peu, a dit : « L'acte de naissance des enfants naturels constitue pour eux un véritable casier judiciaire qui leur ferme toutes les portes. » Il est certain que la brutalité des énonciations de ces actes risque toujours d'être extrêmement préjudiciable aux intéressés. Ce qu'il y a de plus navrant, c'est que les enfants légitimés eux-mêmes, que le mariage de leurs parents devrait désormais mettre à l'abri de l'insulte, souffrent presque autant que les autres, par suite des *mentions marginales* de leurs actes de naissance, qui leur apprennent et apprennent à tout le monde qu'ils sont nés avant le mariage de leurs parents. Tout le monde, je crois, est d'accord pour désirer que la situation pénible qui est faite à ces enfants par cette publicité à outrance prenne rapidement fin. En somme, qu'est-ce que le législateur a voulu en organisant la légitimation ? Vraisemblablement, dans l'intérêt de la famille et de la société, il a voulu permettre à des individus qui ne s'étaient pas conformés aux règles de la société de réparer leur faute ; eh bien ! s'il en est ainsi, n'y a-t-il pas une sorte de contradiction à vouloir perpétuer, par une mention qui saute aux yeux, un état de choses qu'on a voulu réparer ? Ne vaudrait-il pas mieux faire disparaître toute trace de l'opération, et, puisque l'enfant fait désormais partie de la famille au même titre que les autres membres, à quoi bon faire naître dans le cerveau de cet enfant un

germe de mépris ou un ferment de haine contre ses parents en lui apprenant leur faute. A l'heure actuelle, semble-t-il, la légitimation manque le but à atteindre, d'autant plus que très souvent, lors de la naissance de l'enfant, son père ne le reconnaît pas, et il est alors inscrit comme né de père inconnu; plus tard, quand il est légitimé, la mention « né de père inconnu » subsiste, et, aux yeux du public, on est moins renseigné que jamais sur son origine, et le doute que l'on a à son égard plane de la façon la plus fâcheuse sur sa carrière et son établissement. Pour remédier à ces inconvénients, il semble, à première vue, que le projet de réforme de la Commission parlementaire remplisse parfaitement le but qu'on en attendait. En effet, l'extrait de naissance analytique, qui sera l'extrait courant, ne fera aucune allusion à la légitimation et sera, de tous points, semblable à celui des enfants légitimes; on n'aura plus à craindre que des personnes, par pure malveillance, se fassent délivrer des actes de naissance d'enfants légitimés pour les utiliser contre ces derniers. Un secret qu'une famille aura gardé soigneusement ne courra plus le risque d'être divulgué et méchamment répété dans le public. De la sorte, les parents ne seront plus exposés à voir leur autorité détruite aux yeux de leurs enfants.

Enfin, c'est à très bon droit que le projet de la Commission parlementaire a supprimé toute différence de forme, quant à la rédaction des expéditions, entre l'enfant légitime et l'enfant naturel reconnu par les deux parents. Cette conception répond parfaitement à l'inspiration généreuse du promoteur de la réforme; elle aboutit incontestablement à éviter, dans la plupart des cas, aux enfants naturels les humiliations qu'entraîne

malheureusement pour eux la divulgation de leur filiation, et, en même temps qu'elle corrige, au point de vue social, les conséquences d'une erreur de l'opinion, elle contribue à maintenir l'autorité des parents et le respect qui leur est dû. En définitive, le législateur avait à choisir entre l'abrogation de deux principes de notre droit qui, en l'état actuel, paraissent également intangibles : ou bien apporter une exception considérable à la règle, posée sous la Révolution, que le régime de la clandestinité est à exclure, en ce qui concerne l'état civil des personnes ; ou bien abolir les dispositions, nombreuses dans le Code, qui établissent des différences entre les enfants naturels et les enfants légitimes. Or, on s'est efforcé à la fois de respecter intégralement la règle de la publicité de l'état civil et de dissimuler l'irrégularité de la naissance d'une classe de personnes qui souffraient injustement d'un préjugé absurde.

Ce n'est pas à dire, cependant, que le projet de la Commission parlementaire soit à l'abri de toute critique, et il nous faut maintenant examiner les perfectionnements dont il est susceptible et qu'on a proposé d'y apporter.

CHAPITRE II

Les projets extra-parlementaires

SECTION I

Comment la réforme est comprise par la Société d'études législatives.

Il est une première critique, dirigée contre le projet, qui porte sur le fond même de la réforme. On reproche aux promoteurs du mouvement de n'être pas logiques avec eux-mêmes et de louvoyer entre deux idées contradictoires. Comment concilier, dit-on, l'idée qu'il faut combattre le préjugé injuste qui frappe les enfants naturels, et le remède qu'on préconise et qui s'appuie lui-même sur ce préjugé ? Il est évident, en effet, que la réforme est inspirée par le désir, très justifié, de lutter contre un courant d'opinion qui constitue un véritable anachronisme dans notre société ; c'est, comme l'a dit M. Saleilles (1), une éducation des mœurs qu'il y aurait à tenter, et cette entreprise est d'autant plus difficile qu'il s'agit non seulement d'abolir un préjugé tenace dans l'esprit du peuple, mais de combattre tout un système philosophique, développé par des penseurs éminents :

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1904, n° 4, p. 234.

c'est ainsi (1) que Belime reconnaît seulement aux enfants naturels droit aux aliments et à l'éducation, et la même idée se retrouve sous la plume d'Ahrens (2); Jules Simon lui-même (3) a conclu en faveur du système du Code civil. Enfin, Kant pousse la défaveur qui s'attache aux enfants naturels à ses dernières limites et il proclame brutalement que l'enfant né hors du mariage, étant né hors la loi, se trouve logiquement en dehors de la protection de la loi, de sorte que celle-ci peut ignorer son existence et, par conséquent, aussi sa destruction (4).

Or, dit-on, c'est lutter bien maladroitement contre un préjugé séculaire que de commencer par reconnaître son existence et céder devant lui. En apportant aux règles sur l'état civil les modifications qu'on propose, on paraît accorder la consécration de la loi à une erreur de l'opinion et on risque de donner une nouvelle énergie et un regain de vigueur à un préjugé qu'il s'agissait d'extirper; on tourne de la sorte dans un véritable cercle vicieux et on risque de contribuer à la prolongation indéfinie d'une déchéance irraisonnée et injustifiable.

Telle est une première série d'arguments dirigés contre la réforme. Mais ils sont loin d'être irréfutables. En se plaçant à ce point de vue pour apprécier le projet de M. Péret, on est nécessairement conduit à maintenir le *statu quo*. Nous avons constaté, en effet, que l'opinion

(1) BELIME, *Philosophie du Droit*, t. II, p. 351. — « Si l'on veut diminuer le nombre des enfants naturels, il faut ne leur accorder que ce à quoi ils ont un droit inaliénable, c'est-à-dire des aliments; quant à tous les bénéfices reposant sur le lien de la famille dont ils ne font point partie, on doit les leur refuser. »

(2) *Cours de droit naturel*, t. II, p. 305.

(3) *La liberté civile*, p. 31 et suiv.

(4) *Doctrine du droit*, p. 206.

publique n'est plus préparée, en France, pour accueillir sans protester une assimilation complète des enfants légitimes et des enfants naturels. Toute proposition qui tendrait à donner les mêmes droits aux uns et aux autres rencontrerait peut-être un certain nombre de partisans, mais elle se heurterait à la grande majorité de l'opinion. Nous vivons sur certaines idées que nous nous sommes appropriées dès l'âge de la réflexion et sur lesquelles nous nous sommes constitué une morale qui sera longtemps encore acceptée par les générations futures. On reproche à la famille naturelle de n'être qu'une famille relâchée, dans laquelle ne se rencontrent, au même degré, ni la communauté de vie, ni la prépondérance du père dans la direction de l'enfant; de là le courant d'opinion qui flétrit le mauvais exemple donné.

En outre, et indépendamment de cette considération, dont la valeur est contestable, n'y a-t-il pas quelque exagération à prétendre que les réformes restrictives de la publicité de l'état des enfants naturels auront pour résultat de perpétuer un préjugé contraire aux idées les plus élémentaires de justice et d'égalité? D'abord, le législateur ne peut pas aller contre les mœurs et les croyances de son époque. C'est une vérité intangible, bien mise en lumière par Savigny (1), que la source dernière des règles du droit positif réside dans la conscience populaire et que la loi écrite n'a pas d'autre objet que d'utiliser les enseignements qui en ressortent et de les ériger en principes pourvus d'une force obligatoire. Savigny a insisté brillamment sur cet axiome (2):

(1) *Traité de droit romain*, § 6 et 8, traduction Guenoux, t. I, p. 14-21.

(2) *Ibid.*, t. I, p. 37-41, 48-49.

« Toute règle abstraite qui n'est pas conforme à l'état social d'une période est vouée à une abrogation fatale ; une loi n'est assurée d'une longue existence et d'un respect universel que si elle reflète fidèlement la morale populaire. » Enfin, l'expression, la dernière et la plus frappante de cette vérité, se trouve sous la plume de MM. Bouvier et Jèze (1) : pour eux, la loi présente avant tout un caractère sociologique ; elle n'est que la manière d'être d'une société à tel moment.

Si l'on se rappelle cette notion fondamentale de la loi, on est conduit à se convaincre qu'à l'égard des enfants naturels, le législateur ne peut pas faire complètement abstraction d'un préjugé qu'il n'a pas fait naître, puisqu'il provient de causes religieuses ou sociales. Il lui est impossible de remonter un courant d'opinion qui, aujourd'hui comme au début du XIX^e siècle, est profondément opposé encore à une assimilation entre les deux catégories d'enfants. Le meilleur moyen d'atténuer les conséquences de cette inégalité consiste donc bien à établir un système qui, tout en permettant l'utilisation des registres de l'état civil, assure l'incognito aux naissances irrégulières.

Cette première objection, qui touche au fond même de la réforme, écartée, il en subsiste d'autres qui, pour porter seulement sur des points de détail, n'en ont pas moins une certaine importance.

La proposition de M. Péret, remaniée par la Commission parlementaire, aboutit à la reconnaissance de deux sortes d'extraits : l'extrait analytique, destiné aux cas les plus usuels (examens, service militaire, emplois publics

(1) *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1897, nouvelle série, t. XXVI, p. 388 et 389.

et emplois privés) et délivré à quiconque le demande ; et l'extrait *in extenso*, ou copie conforme, qui ne pourrait être délivré qu'en vertu du pouvoir discrétionnaire du juge de paix, sauf à certaines personnes limitativement énumérées (l'enfant, son père ou sa mère, son tuteur, les ascendants ou descendants en ligne directe, le Ministère public).

On a créé ces deux types d'extraits parce qu'ils ne répondent pas aux mêmes besoins et ne doivent pas être mis entre les mains des mêmes personnes, on a voulu écarter par là les recherches malicieuses et indiscretes.

Seulement on se heurte à la difficulté suivante : si la différence de fait entre les deux sortes d'extraits est celle que nous venons de décrire, il arrivera que les enfants naturels ne présenteront jamais qu'un extrait analytique, tandis que les enfants légitimes, n'ayant rien à cacher, se muniront toujours de copies conformes, si bien qu'à la seule inspection du titre, on sera en mesure de discerner si le candidat à un emploi public ou privé est un enfant légitime ou, au contraire, un bâtard (1).

Enfin, la mention du père ou de la mère, obligatoire dans l'extrait, est encore regrettable, en ce sens qu'elle permet de différencier à première vue l'acte d'un enfant légitime de celui d'un enfant naturel non reconnu, ou reconnu seulement par un seul de ses parents.

Ces objections ont été écartées de la manière suivante, lors de la discussion qui s'est produite à la Société d'études législatives.

En ce qui concerne, d'abord, les noms des père et mère, pour faire disparaître toute différence entre les enfants qui ont été reconnus par leurs deux auteurs et

(1) Voir *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1904, n° 4, p. 232.

ceux qui n'ont pas été l'objet de la même marque d'attachement, il serait désirable assurément de proscrire toute indication sur ce point dans l'acte de naissance.

Tous les enfants, qu'ils soient légitimes ou naturels, auront un extrait de naissance n'indiquant que leur nom, leur sexe, la date et le lieu de la naissance, mais qui sera muet relativement à la filiation. De la sorte, on aura un acte de naissance et rien de plus. Il est, d'ailleurs, incontestable, que l'acte de naissance n'est pas, comme on est trop souvent porté à le croire, une preuve de l'identité. Ce qui induit en erreur, à cet égard, c'est qu'il se trouve le plus souvent entre les mains de l'individu qui le désigne, et que, d'autre part, le fait de présenter comme sien l'acte de naissance d'un tiers, expose aux peines du faux. Mais en réalité, l'acte de naissance est indifférent à l'identité ; cet acte est remis au premier venu ; on ne peut donc lui attribuer, quant à l'identité, une force probante que le législateur n'a pas entendu lui donner. Comme le dit très bien M. Beudant (1), l'acte de naissance est destiné à établir où et quand la naissance a eu lieu, mais, régulièrement, il ne prouve que cela ; et lorsqu'il est présenté, il est dénué d'autorité, si l'identité de la personne qui s'en prévaut avec celle qu'il concerne est contestée. Au reste, il arrive bien souvent que les enfants naturels, qui ne sont pas reconnus du tout, ont besoin d'établir leur identité. Or, bien que leur acte de naissance ne contienne aucune indication au sujet des noms de leurs père et mère, ces individus n'éprouvent aucun embarras pour établir leur identité. Cela provient de ce que l'acte de naissance ne peut contenir, à raison de l'époque même de sa rédac-

(1) *Cours de droit civil français*, t. II, n° 473.

tion, le signalement physique détaillé de la personne à laquelle il se rapporte. On n'aperçoit donc aucune raison sérieuse qui puisse s'opposer à ce que l'enfant naturel produise un extrait où sa tare originelle ne soit point indiquée.

On avait songé (1) à imaginer des cartes d'identité, dont l'emploi suffirait à assurer la publicité de l'état civil. Cette carte, qui aurait un caractère purement administratif, et qui serait délivrée à la mairie du lieu d'origine, ou au greffe du tribunal du domicile de l'intéressé, pourrait dispenser de l'obligation de représenter un extrait de l'acte de naissance dans la plupart des hypothèses, notamment pour l'admission aux emplois publics et privés. Mais quelque souhaitable que paraisse l'institution d'une carte d'identité, avec photographie certifiée par l'autorité, il ne paraît guère possible que cette pièce suffise à remplacer l'acte de naissance, attendu qu'il ne faut pas oublier que ce document n'est pas destiné seulement à prouver la naissance, mais aussi la filiation. Il sert à préciser l'individualité d'une personne et à la rattacher à la race dont elle est issue. Or, on ne peut priver les personnes de la possibilité de faire la preuve de leur filiation pour préciser leur situation familiale.

D'un autre côté, si la carte d'identité reproduit la plupart des mentions de l'état civil, elle équivaut à un véritable extrait, et elle risque de faire double emploi avec lui (2).

Pour tous ces motifs, il a paru inutile de recourir à une innovation de cette nature.

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1904, n° 5, p. 386.

(2) Voir la note de M. Colin dans le *Bulletin de la Société d'étude législatives*, 1904, n° 5, p. 389.

Pratiquement, l'extrait abrégé fournirait des renseignements suffisants dans une foule d'hypothèses, sans qu'il fût besoin d'être fixé sur la filiation de l'individu auquel il se rapporte. La plupart du temps, c'est seulement sur l'âge, le sexe et le lieu de naissance qu'on tient à obtenir des informations. Or, déjà dans la pratique actuelle, on délivre souvent des bulletins non timbrés, exempts aussi de l'enregistrement, où *l'intéressé est désigné directement par son nom*, et dont on se contente pour l'admission dans les écoles publiques ; — l'inscription sur les registres du recensement en vue du service militaire ; l'admission dans les hôpitaux et dans les hospices ; l'inscription sur les listes électorales ; les demandes de secours aux ministères de la guerre et de la marine ; l'inscription aux mutualités scolaires ; les dépôts et retraits des caisses d'épargne ; l'ouverture d'un compte aux caisses des retraites ou de secours mutuels ; l'obtention de l'assistance judiciaire ; l'ouverture d'un compte à la caisse des retraites pour la vieillesse, à raison d'un accident du travail donnant lieu à indemnité.

La pratique actuelle en est restée là, et pour tous les autres cas, elle exige une expédition complète de l'acte de naissance. Mais il semble bien qu'un extrait abrégé, ne contenant, tout au moins, aucune indication sur le nom des père et mère, suffirait dans les circonstances suivantes : inscription en vue des examens, ou dans les Facultés (en ce qui concerne spécialement cette hypothèse, on a fait remarquer (1) que l'enseignement des Facultés ne pouvant être suivi par un jeune homme

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1904, n° 4, p. 240 *in fine*.

qu'avec l'autorisation de son père ou de son tuteur, une expédition de l'acte de naissance contenant l'indication du rapport de filiation était nécessaire ; mais on paraît avoir réfuté victorieusement cette objection en rappelant (1) qu'en pratique on se contente, dans les Facultés, de la déclaration verbale faite par l'étudiant qu'il a telle personne pour répondant), liquidations de pensions civiles ou militaires — demandes d'admission à un emploi de l'État, du département ou de la commune — demandes d'admission à concourir aux adjudications publiques — rectification d'une inscription au grand livre de la dette publique — et en dernier lieu, toutes les hypothèses, très nombreuses dans les affaires, où l'acte de naissance est exigé en vue d'acquérir la preuve que l'individu avec lequel on désire contracter est majeur et capable (2).

En définitive, les cas où l'on a besoin d'être exactement renseigné, non seulement sur la date et le lieu de la naissance, mais encore sur le rapport de filiation, se réduisent aux suivants : Reconnaissance ou légitimation ; placement en nourrice, en sevrage, ou en garde d'un enfant en bas âge (loi du 23 décembre 1874) ; liquidations de successions ; mariages ; procès intéressant la filiation. Par conséquent, abstraction faite de ces dernières circonstances, il n'y aurait aucun inconvénient à ce que l'extrait de l'acte de naissance fût muet sur l'indication des père et mère ; et ainsi se trouverait réalisé le principal avantage de la réforme, celui de dissimuler aux tiers l'irrégularité de la naissance. Dans la généra-

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1904, n° 4, p. 242.

(2) Voir sur tous ces points le remarquable rapport de M. Colin. (*Bulletin de la Société d'études législatives*, 1904, n° 4, p. 217 et 218.)

lité des cas, l'extrait serait, de cette manière, affranchi de toute mention de nature à occasionner un préjudice à l'enfant naturel. Le projet de la Commission parlementaire, ainsi amendé, abolirait d'abord toute différence extérieure entre l'enfant légitime et l'enfant naturel reconnu par les deux parents. D'autre part, les inconvénients que M. Péret et la Commission parlementaire n'avaient pu arriver à éviter seraient écartés pour l'enfant naturel non reconnu et pour celui qui n'est reconnu que par l'un de ses auteurs; l'absence, en effet, de l'un des noms ou des deux noms des père et mère dans l'extrait analytique, qui suffit, dans le projet soumis au Parlement pour renseigner le public sur sa véritable origine, serait désormais la règle normale et n'éveillerait plus les curiosités indiscrètes. Par conséquent, nous voyons que le projet de la Commission parlementaire ainsi corrigé améliorerait notablement la situation des enfants légitimés et des enfants naturels reconnus par leurs père et mère, et ne modifierait pas moins heureusement la situation des enfants naturels non reconnus ou reconnus par l'un seulement de leurs parents. Mais il semble que ce projet prête encore, à un autre point de vue, le flanc à la critique : il suppose, en effet, que, lorsque la délivrance des extraits *in extenso* d'actes de naissance ne sera pas demandée par les intéressés eux-mêmes ou par les personnes limitativement désignées par la loi, elle ne pourra être obtenue qu'avec la permission du juge de paix.

Or il y a des cas où l'on peut tenir à ne pas révéler au juge de paix la raison pour laquelle on désire un extrait *in extenso* ; c'est d'une façon toute confidentielle, par exemple, que l'on voudrait connaître l'état de la personne sur le compte de qui on fait une petite enquête

privée ; d'un autre côté, si le juge est peu rigoureux, on pourra imaginer un motif illusoire qu'il ne sera pas à même de vérifier et le but de la réforme sera ainsi manqué ; ou bien encore on pourra ne pas même prendre la peine d'invoquer un motif ou une raison à l'appui de sa demande d'extrait *in extenso* devant le juge de paix et aller directement devant l'officier de l'état civil, en se présentant faussement comme étant l'intéressé lui-même, ou l'une des personnes énumérées par la loi et ayant droit à la copie complète de l'acte de naissance. Dans toutes ces hypothèses, des fraudes apparaissent comme possibles, et elles seraient surtout faciles à commettre par les indigents. Nous verrons, en effet, ci-dessous, qu'un des procédés préconisés pour combattre les indiscretions malveillantes consiste à établir une différence de tarifs entre la copie intégrale et l'extrait abrégé de l'acte de naissance. Mais en vertu de textes fiscaux très connus (loi du 10 décembre 1850, notamment), les indigents ont le droit d'obtenir des expéditions, exemptes de timbre et d'enregistrement, des actes de l'état civil. Dans ces conditions, aucune raison d'économie n'est plus là pour déterminer les personnes justifiant d'un état d'indigence notoire à demander un extrait abrégé plutôt qu'une copie *in extenso*, et il est à craindre, qu'une fois nanties de ce dernier document, ces personnes n'ébruient l'irrégularité de la naissance qui y est constatée, dans un but malveillant.

Toutefois, M. Colin paraît avoir réfuté suffisamment cette objection en proposant d'admettre que, en toute hypothèse, les individus se trouvant en situation de bénéficier de la loi du 10 décembre 1850 ne puissent obtenir un extrait ou une copie d'un acte de l'état civil qu'après avoir exposé à l'officier de l'état civil les motifs

de leur demande. — Ce dernier aurait à apprécier les raisons qu'on lui allègue, et, suivant les cas, il délivrerait soit une expédition complète, soit un simple extrait abrégé. En édictant ainsi une disposition spéciale restreignant les facilités accordées aux indigents, ou éliminerait dans une large mesure les risques de fraude ; et pour le surplus, l'institution d'une différence de tarif apparaîtrait comme une disposition très rationnelle. D'ailleurs, dans les bureaux des mairies, on n'aurait qu'à exiger une preuve d'identité pour déjouer des allégations mensongères. Il y aurait là, évidemment, un moyen efficace ; toutefois, il est permis de faire remarquer que, de la sorte, notre réforme se compliquerait d'une formalité supplémentaire très gênante, et ce serait, comme on l'a dit au sein de la Commission, « ajouter une tracasserie de plus pour les pauvres gens qui veulent se marier et qui procèdent à l'ennuyeuse besogne qui consiste à réunir leurs papiers ».

Enfin, le projet primitif de la Commission parlementaire ne prévoyait pas un refus injuste du juge de paix, mais le projet présenté par la Commission pour la 2^e délibération admet qu'on pourra appeler de la décision du juge de paix devant le Président du tribunal de 1^{re} instance statuant en référé. — Sur ce point, semble-t-il, le projet a subi une heureuse modification, et cette modification serait surtout appréciable, si on tenait compte, pour les enfants naturels non reconnus, ou reconnus par l'un seulement de leurs parents, lesquels sont, en fait, la majorité, des améliorations proposées par la Société d'études législatives.

Il est de toute nécessité, semble-t-il, que l'addition à laquelle nous faisons allusion soit acceptée par le Parlement ; sinon le projet de la Commission parlementaire

ne produirait pas tous les effets qu'on en attend ; il ne s'appliquerait qu'à une catégorie qui est loin d'être la plus nombreuse parmi les enfants naturels, et il serait permis de douter de l'utilité d'une réforme qui, inspirée par une idée généreuse et juste, laisserait finalement en dehors de son empire une catégorie fort importante de déshérités. — On agira donc sagement en acceptant, pour combler les lacunes du projet parlementaire, la plupart des idées qui ont été émises en 1904 au sein de la Société d'études législatives, lors de la discussion relative à la réforme que nous étudions.

Or, la Société ne paraît pas s'associer à une des idées maîtresses du projet, laquelle consiste à attribuer compétence au juge de paix pour l'appréciation des motifs sur lesquels s'appuie la demande en délivrance d'une expédition intégrale de l'acte de naissance. Cette fonction nouvelle donnée au magistrat dont il s'agit, n'avait pas été sans soulever des difficultés à la Chambre, bien qu'on l'ait justifiée par d'excellentes raisons (1). Quoi qu'il en soit, l'innovation passa dans le texte adopté en première délibération le 10 novembre 1903 : « Nul, à « l'exception du Procureur de la République, du père, « de la mère ou du tuteur de l'enfant, ne pourra obtenir « une copie conforme d'un acte de naissance autre que « le sien qu'en vertu d'une autorisation du juge de paix « délivrée sans frais ».

Nous avons vu que la Commission parlementaire, dans sa 2^e délibération, le 9 mars 1904, avait maintenu la nécessité de recourir au juge de paix quand on voudrait

(1) Voir le *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1904, n^o 4, p. 227.

un extrait *in extenso*, mais avait permis d'en appeler au Président du tribunal en cas de refus de l'autorisation :

« Nul, à l'exception du Procureur de la République, « des ascendants ou des descendants en ligne directe, « de l'enfant, de son tuteur, s'il est mineur ou interdit, « ne pourra obtenir une copie conforme d'un acte de « naissance autre que le sien, si ce n'est en vertu d'une « autorisation délivrée sans frais par le juge de paix du « canton où l'acte a été reçu, et sur la demande écrite « de l'intéressé. — En cas de refus, la demande sera « portée devant le Président du tribunal civil de 1^{re} instance, qui statuera par simple ordonnance ».

Cette innovation paraît assurément heureuse ; toutefois, on peut se demander si, dans certains cas, on n'aurait pas intérêt à ne pas révéler le motif qui détermine une personne à faire une enquête ; ainsi, par exemple, en cas de projet de mariage ; et alors on conçoit que l'intervention du juge de paix aussi bien que celle du Président puisse paraître inopportune. — D'un autre côté, on a fait remarquer que cette intervention du juge de paix augmenterait encore le nombre de ses attributions, qui ont déjà reçu une notable extension en vertu de la loi du 13 juillet 1905. — Comme ce magistrat est très occupé et va le devenir encore plus par suite de la nouvelle loi, on peut se demander s'il y aurait véritablement avantage à lui confier l'examen des motifs qui militent ou non en faveur de la délivrance d'une copie intégrale, aux personnes autres que celles qui ont le droit de la réclamer.

On n'a pas manqué de justifier l'innovation en lui découvrant des précédents sous l'ancien régime. — C'est ainsi que, dans l'ancien droit, les ministres du culte (qui seuls étaient chargés de la tenue des registres

constatant l'accomplissement des baptêmes et des cérémonies religieuses les accompagnant, non dans le but de conserver l'état civil des particuliers, mais en vue d'assurer l'observation des règles du droit canonique) ne délivraient aux intéressés des copies de leurs registres, que moyennant la justification d'un intérêt légitime ; et, au cas de refus, un pourvoi devant la justice était possible ; s'il était accueilli, les extraits demandés devaient être fournis (1). Le système dont on propose l'adoption ne constituerait donc pas une nouveauté. — Seulement on peut répondre qu'une semblable organisation est inconciliable avec la conception révolutionnaire et avec le système de la publicité de l'état civil tel qu'il a été compris en 1804.

L'intervention d'un juge a été réclamée par M. Péret pour éviter que les extraits constituant des copies absolument conformes de l'acte de l'état civil ne fussent délivrés au premier venu. L'obligation de s'adresser au juge de paix du canton où l'acte a été reçu a semblé suffisante pour prévenir toute recherche indiscrete. En cas de refus par le juge de paix, les intéressés auront la ressource d'aller en référé devant le Président du tribunal de 1^{re} instance, qui statuera par simple ordonnance. Le choix de ce magistrat comme juge d'appel a paru s'imposer, surtout en considération du fait que tous les registres de l'état civil de l'arrondissement se trouvent réunis au greffe du tribunal, et le Président est ainsi le mieux qualifié pour décider, après avoir consulté le registre contenant l'acte dont il s'agit, s'il y a, ou non, un inconvénient à en délivrer une copie conforme.

Cependant, l'autorisation donnée par le juge de paix,

(1) Voir LOCRÉ, *Législation civile de la France*, t. III, p. 135.

même tempérée par le recours au Président, soulève des critiques. L'intervention d'un magistrat en cette matière paraît inopportune. Comme l'a affirmé M. Colin (1), il y a là une formalité qui ne peut être qu'illusoire ou oppressive, on pourrait craindre que le magistrat dont la décision serait considérée comme protectrice des droits de l'enfant, n'accordât l'autorisation à la légère, sans prendre la peine de vérifier le motif allégué, ou, au contraire, ne la refusât sans raison sérieuse. Il est incontestable, d'ailleurs, que, dans la pratique beaucoup de personnes pourraient se dispenser de recourir à une autorisation judiciaire, si, comme il est vraisemblable, les bureaux des mairies n'exigeaient pas une preuve d'identité de ceux qui prétendraient invoquer, en vue d'obtenir une expédition complète, la qualité d'ascendants ou de descendants en ligne directe, etc., c'est-à-dire qui se présenteraient comme étant les intéressés eux mêmes.

Pour toutes ces considérations, on a donc pu conseiller avec raison de ne conserver du projet parlementaire qu'une seule innovation, c'est-à-dire l'idée d'un double type d'extrait (2). Le savant professeur écarte, en effet, tout aussi bien l'autorisation du magistrat pour obtenir une expédition complète que le nom des parents dans l'extrait analytique.

Il y aura d'abord un premier type d'extrait, ou extrait analytique, concernant tous les enfants légitimes ou naturels, n'indiquant que leurs nom et prénoms, leur sexe, la date et le lieu de leur naissance, mais ne contenant aucune indication sur la filiation.

Le premier type d'extrait représenterait assez exacte-

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1904, n° 4, p. 227.

(2) M. COLIN, *eodem loco*, p. 216.

ment la copie d'un acte de naissance. Comme l'a fait remarquer M. Colin (*eodem loco*, n° 216), rien ne viendrait ainsi révéler la nature du lien (légitime ou naturel) qui rattacherait l'enfant à ses auteurs, et aucune différence ne séparerait, à ce point de vue, les enfants créés en mariage de ceux issus d'une union irrégulière.

La commission de réforme judiciaire et de législation civile et criminelle de la Chambre avait, à la vérité, écarté cette innovation en se fondant sur le prétendu principe que l'acte de naissance étant destiné à prouver l'identité de l'individu, un extrait qui ne contient pas les renseignements nécessaires à cet égard perdrait une grande partie de son utilité. Mais, comme nous l'avons déjà démontré, c'est émettre une idée fausse que de regarder l'acte de naissance comme une preuve de l'identité. Cet acte ne fait foi des divers renseignements qu'il contient sur la personne qui s'en prévaut que si l'identité de celle-ci est, au préalable, établie d'une manière péremptoire. En admettant même qu'il serve très souvent dans la pratique à cet usage, il est faux de soutenir que l'indication des noms des auteurs de l'enfant soit indispensable en vue de prouver son identité; personne n'ignore, en effet, que les enfants trouvés, ceux que leurs parents n'ont jamais reconnus, n'éprouvent aucun embarras pour faire constater leur identité. L'âge, le sexe, le lieu de la naissance, tels sont les renseignements sur lesquels, dans la plupart des cas, on désire être fixé, quand on exige la production d'un acte de naissance; et en effet, dans la vie civile, si l'on prend des informations sur une personne, c'est qu'on veut être certain de sa capacité (à pouvoir contracter); la mention du lieu de la naissance est, en outre, éminemment utile, au point de vue de la nationalité, pour l'admission aux emplois publics. Nous

n'insistons pas sur ces idées, ayant énuméré *supra* les catégories d'hypothèses où un extrait ainsi simplifié aurait une utilité suffisante. En dehors de ces cas, un extrait complet de l'acte de naissance, donnant l'indication des noms des père et mère, n'apparaît comme indispensable que dans les circonstances où une enquête sur la filiation est inévitable, notamment dans les procès concernant cette filiation — et en outre, pour la confection de certains actes notariés relatifs au règlement des intérêts pécuniaires dans les familles (partages, liquidations de successions, inventaires), ou encore pour le mariage; et pour l'application, désormais fort réduite dans sa durée, de la loi militaire du 15 juillet 1889 (sur les dispenses).

On est tombé d'accord, à la Société d'études législatives, sur la possibilité de rayer de l'extrait *courant* tout renseignement relatif à la filiation de l'intéressé (1), et il est incontestable qu'il n'existe pas de moyen plus sûr pour garder le secret des naissances illégitimes et pour prévenir le discrédit résultant de la révélation d'une semblable situation familiale. On avait bien soutenu, il est vrai, que dans certaines hypothèses, notamment pour être admis à s'inscrire dans une Faculté, la nécessité de connaître les ascendants de l'étudiant s'imposait comme le seul moyen de vérifier si le jeune homme était pourvu, pour entreprendre des études supérieures, d'une autorisation régulière. Mais on a répondu avec raison (2) que, dans la pratique, les Facultés ne se montrent pas, à cet égard, d'une sévérité intransigeante, et qu'on accepte couramment, comme suffisante, l'autorisation

(1) Voir le Bulletin de cette Société, 1904, p. 221 et suiv.

(2) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1904, p. 241.

donnée par la personne que l'étudiant présente comme étant son répondant légal. Il n'y aurait donc aucune raison de répudier l'innovation pour un motif de portée restreinte et d'ailleurs inexact; l'extrait simplifié s'harmoniserait parfaitement avec les habitudes suivies dans les Facultés.

En résumé, la distinction de deux catégories d'extraits de l'acte de naissance apparaît comme le moyen le plus propice de remédier aux inconvénients d'un préjugé qui est encore très répandu dans l'opinion; elle est, de plus, rationnelle et facilement réalisable. Il reste toutefois une objection possible : des indiscretions ne pourraient-elles pas se produire de la part de personnes qui auraient obtenu, après avoir satisfait aux conditions requises, un extrait complet de l'acte de naissance?

Comment éviter que, par malveillance et en vue de préjudicier à l'enfant naturel, un semblable extrait ne soit colporté et ne serve à un chantage?

M. Colin n'a pas été sans voir cette objection, et voici comment il remédie à cet inconvénient capital. Oui, nous dit-il (1), on mettra les deux sortes d'extraits à la disposition du public, seulement il y aura une différence de prix entre les deux types; naturellement, l'extrait *in extenso* coûtera plus cher, et, de la sorte, la seule présentation d'un extrait analytique ne pourra pas faire préjuger la naissance illégitime; un motif d'économie sera suffisant pour empêcher toute malveillance.

M. Ambroise Colin, du reste, préconise un autre moyen pour parer à l'inconvénient signalé : l'individu qui viendra réclamer à l'officier de l'état civil un extrait devra indiquer le motif pour lequel il fait cette demande

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1904, p. 219.

et, suivant ce motif, l'un ou l'autre des extraits lui sera délivré. Pour éviter qu'on n'induisse en erreur l'officier de l'état civil, et que l'on n'emploie l'extrait en question pour un usage auquel il n'était pas destiné ; l'officier de l'état civil indiquerait en exergue de l'extrait le motif allégué. De la sorte, on éviterait, semble-t-il, que l'extrait réclamé ne soit utilisé à d'autres fins que celles invoquées. Toutefois, l'on voit que la mise en pratique de cette idée pourrait peut-être ne pas aboutir aux résultats désirés. Jusqu'à quel point en effet cette simple mention du motif sur l'extrait empêcherait-elle de transgresser la volonté du législateur ; à cet égard, il est permis d'être un peu sceptique, et, s'il fallait établir une sanction quelconque, on aboutirait encore à un système compliqué. Si donc, en théorie, ce système paraît bon, il est à craindre qu'il ne remplisse pas, en fait, le but que l'on en attend, et comme, d'un autre côté, le système du double tarif ne présente pas les inconvénients dont il s'agit, et paraît de nature à sauvegarder suffisamment la légitime susceptibilité des enfants naturels, l'on peut, sans difficulté, écarter le deuxième moyen proposé par M. Colin pour trancher la difficulté. D'ailleurs, pour plus de garantie, on pourrait peut-être cumuler les deux procédés indiqués. Telle est, du moins, la proposition fort logique qui a été formulée par M. Saleilles à la Société d'études législatives (1) dans le but d'améliorer encore le texte nouveau présenté par la commission de réforme judiciaire et de législation criminelle. M. Saleilles a été frappé par l'objection suivante : le préjugé que l'on veut combattre ne persistera-t-il pas en présence d'une pratique qui ne manquera vraisemblablement

(1) *Bulletin* de 1904, p. 236.

point de s'établir et consistant, de la part des enfants légitimes, à produire toujours l'extrait complet de leur acte de naissance ; si bien que la seule inspection du titre permettrait de différencier à coup sûr les enfants naturels d'avec les autres !

Pour éviter qu'une suspicion fâcheuse ne se manifeste vis-à-vis des personnes qui ne représentent qu'un extrait incomplet, M. Saleilles préconiserait l'emploi *obligatoire du bulletin analytique*, dans toutes les hypothèses où la loi exige, pour la poursuite de certaines études ou l'admission aux emplois publics, la production de l'acte de naissance. Et même, en vue de mettre obstacle aux agissements de ceux qui allégueraient un motif de nature à autoriser la délivrance d'un extrait complet, avec la secrète intention d'en faire un mauvais usage, le professeur recommande l'emploi cumulé des deux procédés indiqués par M. Colin, savoir : la mention écrite du motif et l'élévation du droit à percevoir toutes les fois que la délivrance de la copie intégrale sera requise par une personne qui n'est ni l'intéressé, ni son parent en ligne directe, ni son conjoint, ni son tuteur, ni le Procureur de la République. Il n'y a pas là, sans doute, un moyen absolument certain d'empêcher toutes les tentatives de chantage ; on doit toutefois reconnaître que cette proposition aurait pour résultat d'accentuer l'utilité de la réforme. Au surplus, l'individu qui serait victime d'un chantage aurait toujours la ressource, en se fondant sur l'art. 1382 du Code civil, d'intenter une action en dommages et intérêts. Il serait peut-être excessif d'aller, comme l'a proposé M. Chéron (1), jusqu'à édicter une sanction pénale pour réprimer des faits de ce

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1904, p. 238.

genre, la voie civile suffirait pour procurer les réparations nécessaires.

Cette réforme, telle qu'elle est exposée ci-dessus, ne se suffit pas à elle-même ; elle entraînerait comme corollaire nécessaire et indispensable une petite modification à l'art. 76 du Code civil. Cet article prescrit, en effet, que l'acte de mariage contienne les noms des père et mère ; or si cette mention devait subsister, toute la peine qu'on aurait prise jusqu'ici pour éviter une publicité compromettante se trouverait perdue, et la situation de l'enfant naturel serait d'autant plus pénible que, jusqu'à ce mariage, le secret aurait été mieux gardé ; aussi une modification à l'art. 76 est-elle le complément naturel de notre réforme. On pourrait la formuler à peu près ainsi : au lieu de dire, dans le 3^e alinéa de l'art. 76 : « l'acte énoncera le nom des pères et mères et leur consentement », on se bornerait à indiquer que les consentements requis ont été fournis à l'officier de l'état civil. En ce qui concerne l'art. 75 qui prescrit à l'officier de l'état civil de lire les pièces avant le mariage, et par conséquent l'acte de naissance *in extenso*, cette formalité, qui, si elle était appliquée, dévoilerait encore ce que nous désirons cacher, n'est en pratique jamais appliquée, par conséquent on n'aurait qu'à ériger en loi cette inobservation coutumière, que les tribunaux ont toujours tolérée, ou même qu'à laisser subsister l'état de choses actuel, l'usage étant établi depuis assez longtemps pour que nous n'ayons pas à redouter un changement dans la façon de procéder des officiers de l'état civil. Voilà donc, semble-t-il, notre clandestinité bien organisée et notre projet ainsi amendé et rectifié ne verrait se dresser devant lui que peu d'objections, s'il ne restait toujours, à la vérité, la possibilité pour

des gens mal intentionnés de se procurer des actes de naissance dans le seul but de nuire à des enfants naturels. Contre cette possibilité, aucun projet n'a pu trouver de remède absolu ; mais il convient, je crois, d'ajouter que de semblables procédés qui auraient peut-être plus de chances d'être évités avec le système de l'intervention judiciaire, seront très rarement employés, même dans le système du double tarif qui nous a paru préférable sous d'autres rapports. Aussi cet inconvénient possible n'est pas suffisant pour faire échouer la réforme proposée, et d'ailleurs, quelle est la loi qui ne peut être tournée, et qui, dans certains cas, manque le but proposé ? Si l'on s'arrêtait à de semblables critiques, on ne réaliserait jamais aucune réforme. Insistons cependant quelque peu sur une objection qui a été formulée à la Société d'études législatives contre l'adoption d'un extrait analytique muet sur la filiation (1). On sait que l'idée de publier tous les faits relatifs à l'état des personnes et de les centraliser au lieu de la naissance est aujourd'hui à l'ordre du jour et que diverses tentatives ont été accomplies pour la faire passer dans nos lois. Or l'institution de deux extraits des actes de naissance, dont le plus abrégé suffirait dans les circonstances normales de l'existence, ne viendrait-il pas mettre en échec un principe dont l'adoption paraît souhaitable à tous ? N'est-ce pas effectuer un retour en arrière que de donner accès sur ce point à la clandestinité, qui est le trait essentiel du système préconisé par la Commission de réforme judiciaire, et des modifications proposées par la Société d'études législatives ?

Nous ne le croyons pas. Il ne s'agit pas, bien entendu,

(1) *Bulletin* de 1904, p. 229 et suiv.

de sacrifier l'idée du casier civil, qui apparaît comme une des réformes les plus urgentes dans notre législation privée. Mais il n'est pas de règle, si recommandable soit-elle, qui ne comporte d'exceptions. Le casier civil est réclamé par tous les publicistes, en raison du moyen qu'il offre d'être rapidement fixé sur la capacité d'une personne. Mais ici il n'y a pas de questions de capacité en jeu; on s'efforce de couvrir d'une clandestinité partielle certains renseignements relatifs à des faits entourant la naissance d'un individu, afin de lui éviter les effets d'un préjugé de l'opinion, qui le suivrait comme une tare indélébile jusqu'à sa mort.

Il y a plus; on peut affirmer que l'institution du casier civil se concilierait facilement avec la réforme projetée. Lorsqu'on aura la faculté de rassembler au lieu de la naissance d'une personne tous les éléments qui la caractérisent au point de vue juridique, il est de toute évidence qu'on ne les reproduira pas intégralement sur les divers extraits dont l'individu pourra avoir besoin au cours de son existence. Il y aura lieu, à chaque demande d'une expédition, d'opérer un tri et de ne mentionner sur le document remis à l'intéressé que ceux des faits dont la relation paraîtra indispensable pour que l'extrait délivré satisfasse à l'utilité qu'on en attend.

En définitive, nous voyons qu'à la Commission parlementaire comme au sein de la Société d'études législatives, on est d'accord sur la base de la réforme qui consiste à créer deux sortes d'extraits, et, à ce propos, qu'il nous soit permis de faire remarquer que la loi ne fait que reproduire une idée qu'elle a déjà mise en pratique pour la confection du casier judiciaire : seuls les bulletins n° 3 qui sont incomplets et analytiques, sur lesquels

certaines condamnations s'effacent par la seule expiration d'un laps de temps, sont à la disposition du public. Ici comme dans l'hypothèse que nous étudions, l'opinion publique a subi un revirement, l'excès de publicité a paru mauvais, la publicité à outrance a amené le désir d'organiser une certaine clandestinité. Il semble que ce soit la publicité exagérée qui ait amené une sorte de recul; c'est ainsi que, dans les machines à vapeur, grâce au régulateur, la tension exagérée de la vapeur produit un ralentissement et non une accélération.

Il y aura un extrait résumé pour le public et un extrait intégral pour les intéressés et les parents. Sur ce point, l'accord des réformateurs est complet, seulement, la grosse divergence réside dans la question de savoir si l'on mentionnera le nom des père et mère dans l'extrait analytique. M. Ambroise Colin, professeur à la faculté de droit de Paris, répond non, sans hésiter; la Commission parlementaire est d'un avis opposé. Nous nous rangerons à l'opinion de M. Colin, les raisons qu'il invoque nous paraissent très convaincantes. Il n'est pas vraisemblable, en effet, quoiqu'on l'ait soutenu, que, si l'on se bornait à indiquer la date, les noms, prénoms et lieu de naissance, une confusion puisse se produire avec un autre enfant portant le même nom, né à la même date et dans la même commune! M. Péret, rapporteur de la loi, a lui-même constaté que cette mention du nom des père et mère ne lui paraissait pas essentielle. Comme on l'a fort bien fait remarquer, pour qu'une confusion soit possible, il ne suffirait pas qu'il y ait homonymie, il faudrait, en outre, que tous les prénoms soient les mêmes ainsi que le lieu et la date de la naissance. Le but du projet actuel n'est pas, du reste, de

vouloir cacher la filiation ; si l'on veut connaître le nom des parents, on n'aura qu'à demander un extrait *in extenso*. Le législateur se propose seulement d'éviter que cette filiation ne soit révélée à tous ceux que les circonstances entourant la naissance d'un individu ne regardent pas, lorsque la date seule de la naissance a besoin d'être connue.

Une autre divergence importante entre les promoteurs de la réforme est celle de savoir comment on empêchera le public de réclamer et d'user de l'extrait *in extenso*, toutes les fois qu'il n'y aura pas un intérêt majeur à s'en servir ; toutes les fois, par exemple, que l'on n'aura besoin de connaître ou de prouver que l'âge d'une personne. Trois systèmes, nous l'avons vu, sont ici en présence.

1^{er} système ou système de l'intervention du juge de paix, c'est celui de la Commission parlementaire que nous avons exposé plus haut.

2^e système ou système de la différence de tarif, qui est le système de M. Colin ; système qui a l'avantage de ne pas surcharger la compétence du juge de paix, mais qui présente cet inconvénient que les personnes fortunées pourront ne pas se laisser arrêter par la question d'argent et demander en toute hypothèse l'extrait *in extenso*.

3^e système ou système de l'inscription du motif allégué sur l'extrait délivré. Ce système serait encore beaucoup moins sûr que le précédent surtout si aucune sanction ne venait frapper ceux qui ont transgressé les prescriptions de la loi.

SECTION II

Le projet qu'il convient d'adopter.

En ce qui nous concerne, si c'est sans hésiter que nous avons pris parti pour l'idée du double extrait, sans hésiter également que nous avons exclu le nom des parents de l'extrait analytique, ce n'est pas avec la même assurance, ce n'est pas avec la même conviction que nous donnerons une solution au problème que nous avons à résoudre à l'heure actuelle : comment faire pour que nos deux extraits aillent bien chacun à l'adresse qui leur est destinée, l'un à la famille et aux vrais intéressés (et par ces mots j'entends toute personne qui n'agit pas dans un but de malveillance), et l'autre au public.

Nous ne nous dissimulons pas que c'est de la bonne solution qui sera donnée à ce problème que dépend la réussite de la réforme tout entière.

Un moment, nous avons pensé que le système de M. Péret tel qu'il a été modifié par la Commission parlementaire, c'est-à-dire le système de l'intervention du juge de paix avec faculté d'appel devant le Président paraissait bien répondre au but proposé ; mais nous avons bientôt acquis la conviction que ce magistrat ne pourrait pas toujours discerner le mobile vrai de la demande qui lui est adressée et que, dans le doute, il serait bien obligé de faire droit à la délivrance de l'expédition complète qui lui est ainsi réclamée.

Nous nous arrêtons donc, en définitive, au 2^e système (système Colin) ; nous n'avons pas oublié les critiques

qui lui ont été adressées; il peut se faire, a-t-on dit, que, pour un certain nombre de personnes, la question d'argent n'en soit point une; les gens riches n'hésiteront pas à demander toujours l'extrait *in extenso* et, d'un autre côté, les indigents qui, en vertu de textes législatifs, ont le droit d'obtenir des copies gratuites agiront comme les gens riches quand ils seront légitimes ou quand ils réclameront l'extrait concernant d'autres personnes. Mais nous répondrons que ce système est susceptible d'une correction légère et facile à opérer qui sera de nature à le mettre à l'abri de ces critiques : on n'aura qu'à rendre l'extrait *analytique obligatoire* dans tous les cas où la filiation ne sera pas en jeu et où le nom, l'âge, le sexe et le lieu de naissance auront seuls besoin d'être connus. De la sorte, on n'aura pas lieu de soupçonner quelqu'un par le seul fait qu'il produira un extrait incomplet; c'est la loi qui aura exigé elle-même l'obligation de l'extrait incomplet. De même la loi devra également prescrire aux différentes administrations de se contenter de l'extrait analytique toutes les fois que la preuve de la filiation ne sera pas nécessaire.

Cette manière de comprendre la réforme est loin d'être unanimement approuvée et notamment on a répété (et si je reviens sur ce point, c'est que nos adversaires ont attaché une importance capitale à la matière), sur tous les tons au sein de la Société d'études législatives que, pour fixer l'identité d'une personne, il faut que son acte de naissance contienne le nom de ses parents. Néanmoins, nous croyons que si l'on veut que la réforme ait de l'efficacité, il faut nécessairement se ranger à l'opinion de M. Colin, qui, à l'appui de sa manière de voir, prend l'exemple des enfants naturels non reconnus et constate qu'il leur est aussi facile qu'aux autres de faire

la preuve de leur identité, et cependant, ils produisent un acte sur lequel il n'y a pas l'indication du père et de la mère. Il semble que l'on n'ait qu'à s'incliner devant ce raisonnement si simple ou plutôt devant cette constatation.

Au reste, l'acte de naissance, même contenant le nom des père et mère, n'offre pas à celui qui le produit une preuve complète de son identité; en effet, pour prouver son identité, c'est-à-dire pour prouver qu'on est bien le même individu que celui à qui une autorité déterminée a délivré un document quelconque à une époque antérieure, il faut rapporter un signalement ou une photographie, ou encore montrer une marque qui aura été faite sur le corps, ou une fiche anthropométrique, car, si l'on est un faussaire, on peut tout aussi bien se faire délivrer l'extrait d'un tiers, et ce n'est pas la mention de la filiation contenue dans cet extrait qui serait de nature à mettre obstacle à de semblables fraudes.

En définitive, le projet de loi de M. Péret nous paraît inspiré par les idées les plus généreuses et les plus nobles, mais il semble qu'il répondrait mieux à tous les desiderata, s'il était corrigé sur un point conformément au désir de M. Colin. Les enfants naturels ne seraient plus exposés à voir leur filiation dévoilée à tous les indifférents et les envieux, et ils ne se présenteraient plus dans la société escortés de cette espèce de casier civil qui les signale entre tous et leur ferme bien des portes. L'une des conquêtes de la Révolution française a été la suppression de la distinction des classes qui régnait dans l'ancien régime. Désormais, l'homme de l'origine la plus modeste peut arriver, grâce à son travail, aussi bien que celui d'une classe sociale plus élevée, aux situations les plus brillantes! On ne comprendrait donc pas

qu'à une distinction d'ordre politique ait succédé une différenciation inspirée par des préjugés sociaux. Il y a, comme on l'a dit bien souvent, une éducation de mœurs à tenter sur ce point ; mais comme, en définitive, le législateur ne peut pas rompre brusquement avec les idées qui dominent dans le milieu et à l'époque où il légifère, il vaut mieux s'attacher à atténuer les conséquences des erreurs populaires plutôt que d'engager délibérément la lutte contre elles. Il semble, par suite, que le généreux projet de M. Péret, surtout avec les améliorations proposées tant par la Commission de réforme judiciaire qu'au sein de la Société d'études législatives constitue le meilleur procédé pour empêcher la prolongation de déchéances sociales que rien ne justifie.

CONCLUSION

On peut dire que tout ce qui se rapporte à l'amélioration de la condition des enfants naturels est une des questions de législation les plus passionnément discutées dans la sphère du droit privé. Ce qu'on ne saurait nier, c'est que des progrès considérables ont été accomplis, depuis l'origine des civilisations, en cette matière, par suite du réveil des idées humanitaires. C'est ainsi que si, en droit romain, l'enfant naturel ne peut se rattacher par lien de filiation qu'à sa mère, nous constatons au contraire que, dans l'ancien droit, la recherche de la paternité était assez facilement autorisée. Il est vrai qu'au point de vue des droits de succession l'enfant naturel était dans une condition inférieure ; jamais successeur, mais seulement créancier d'ali-

ments (1). A la parenté légitime seule étaient attribués des droits successoraux.

On essayait de justifier cette différence en disant que la parenté ne saurait résulter que d'un fait volontaire (la naissance au cours du mariage, sinon la légitimation ou l'adoption), tandis que la créance d'aliments se rattache à un fait naturel. La loi révolutionnaire du 17 nivôse an II franchit un pas de plus, et par un progrès trop rapide, elle établit une égalité absolue entre les enfants naturels et les enfants légitimes. Elle rattache ce nouveau droit successoral à la filiation ; mais en cela, elle se met en désaccord avec certaines de ses théories fondamentales, et notamment avec l'idée que la succession n'est pas un droit naturel mais une nécessité sociale (2).

Vient enfin le système du Code civil français de 1804 qui constitue une sorte de transaction entre les différentes conceptions antérieures. Et malgré la réforme successorale opérée au profit des enfants naturels par la loi du 25 mars 1896, il est permis de douter que tous les progrès désirables aient été accomplis dans cette partie de notre législation privée et que la situation des enfants nés hors mariage soit suffisamment protégée.

La loi de 1896, comme le projet que nous venons d'étudier, suivent, en définitive, les errements du Code civil, et consacrent dans leurs grandes lignes les solutions adoptées par le Code. Les idées nouvelles auront évidemment pour conséquence, d'améliorer considérablement la situation des enfants naturels, mais, malgré les résultats heureux de l'intervention législative, les

(1) VIOLETT, *Histoire du droit civil français*, 3^e édition, p. 844.

(2) Voir ARON : *Le droit successoral de la Révolution française*. (Paris, Larose et Tenin, 1905.)

principes fondamentaux restent toujours ceux de 1804. Aussi sont-ils en butte aux critiques que subissent généralement les réformes transactionnelles.

Il est manifeste que, si l'on part des idées de justice abstraite qui inspiraient les philosophes du XVIII^e siècle et qui ont séduit les hommes de la Révolution, on trouvera les progrès déjà accomplis, ou même en voie de préparation, tout à fait défectueux, et l'on sera porté à préconiser un système qui a trouvé déjà en 1896 des partisans convaincus, celui de l'égalité absolue entre les droits de l'enfant naturel et ceux de l'enfant légitime. Il est évident que l'enfant naturel est absolument irresponsable de sa naissance irrégulière ; alors pourquoi lui imposer une situation inférieure ? L'exhérédation successorale, la déconsidération sociale, sont le châtiment des grands criminels ; or, quel crime a donc commis l'enfant naturel ? (1). Mais on peut répondre par les arguments de M. Trarieux, ministre de la justice lors de la réforme de 1896 : une évolution complète vers l'assimilation ne séparerait, en fait, le mariage de l'union libre que par l'épaisseur d'un parchemin, et froisserait les convictions de la majorité des Français.

Comment donc peut-on justifier le système du Code civil et défendre l'innovation timide dont nous venons d'exposer les grandes lignes, alors que les statistiques accusent un nombre toujours croissant d'enfants nés hors mariage ?

En ce qui concerne les règles de dévolution successorale, il est permis de soutenir, avec M. Colin (2), que

(1) Cf. M. SALEILLES : *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1904, p. 234.

(2) De la protection de la descendance illégitime au point de vue de la preuve de la filiation, *Revue trimest. de droit civil*, 1902, p. 257.

cette législation trouve son fondement dans la distinction très rationnelle entre le lien de famille et le lien de filiation. L'enfant naturel tire ses droits de sa filiation. Or, la filiation n'impose logiquement aux parents que le devoir d'aliments et le devoir d'éducation. Les liens de famille, seuls, établissent la parenté volontaire de l'individu, avec une gradation suivant l'énergie de l'acte volontaire qui a créé ce lien de famille, d'où résultent les droits successoraux.

Les liens successoraux dans toute leur plénitude ne procèdent que : 1° du mariage, qui est l'expression la plus éclatante de la volonté des conjoints et des groupes familiaux auxquels ils se rattachent; 2° ou de la reconnaissance de l'enfant naturel marquant la volonté de l'admettre dans la famille, mais ne lui conférant qu'un droit de succession restreint.

Quant à la réforme tendant à supprimer toute indication de la filiation sur les actes de naissance des enfants naturels, elle apparaît, à l'heure actuelle, comme la seule conception juridique conforme à l'état des mœurs dans la société française contemporaine. On efface ainsi, dans la mesure du possible, les discordances entre l'équité et le droit positif et on concilie les principes supérieurs de la morale avec la moyenne des idées régnantes. Quand on se heurte à un préjugé irréductible, on est bien obligé de s'attacher seulement à en atténuer les conséquences injustes. Si, comme tout porte à le supposer, le projet de M. Péret est définitivement adopté par les Chambres, une lacune regrettable de notre droit positif aura été comblée, et l'on sera débarrassé définitivement d'une fâcheuse tradition. C'est une étape de plus accomplie vers l'idée, pour le moment impraticable, mais qui aboutira probablement

dans un avenir prochain, de l'assimilation entre les enfants légitimes et les enfants naturels. Les remaniements partiels, conformes au progrès des idées, produisent plus d'effets utiles que les réformes radicales (l'expérience de la Révolution l'a bien prouvé); et l'on doit espérer que l'impossibilité d'invoquer désormais contre les enfants naturels ce que l'opinion commune qualifie de tare héréditaire, en leur évitant des humiliations imméritées, constituera au plus haut degré une œuvre de justice sociale.

CHAPITRE III

Conciliation de la réforme avec l'utilisation du casier civil.

La commission de la Chambre chargée d'examiner la proposition de M. R. Péret relative à la modification de l'article 57 du Code civil s'est arrêtée à un texte quelque peu différent de celui qui avait été présenté par son auteur (1). Mais sans contester l'utilité de la réforme et des modifications qui, sur les observations de la Société d'études législatives, ont été apportées à la rédaction première, on peut se demander si, par une évolution plus accentuée, il ne serait pas opportun de profiter des circonstances et de l'évolution qui se produit sur ce point comme à l'égard de beaucoup d'autres institutions du droit privé, pour aboutir à une innovation plus radicale. Il s'agirait d'appropriier la réforme proposée à la généralisation du casier civil; cette question a vivement préoccupé les publicistes dans ces dernières années, et le législateur lui-même, notamment par la loi du 8 juin 1893 et par celle du 17 août 1897, s'est efforcé d'assurer une publicité plus large à l'état des personnes. Cette idée a, d'ailleurs, été aperçue et mise en relief, au cours de la discussion devant la Société d'études législatives, par M. Dumas (2). Il est incontestable, en effet, que

(1) *Revue trimestrielle de droit civil*, 1905, p. 707.

(2) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1904, p. 229.

malgré les efforts tentés en vue d'atténuer cet inconvénient, les obstacles destinés à rendre plus difficile la connaissance de la qualité d'enfant naturel équivalent à l'établissement indirect d'une sorte de clandestinité partielle.

Quelle que soit la faveur méritée par la proposition de M. Péret, elle entre quelque peu, à cet égard, en contradiction avec les tendances, toujours plus marquées à notre époque, vers la publicité la plus large de tous les actes relatifs à l'état des personnes. On a fait remarquer bien souvent que la publicité concernant les personnes est d'une utilité pratique aussi importante, en ce qui concerne les besoins du crédit, que la publicité hypothécaire (1). Il est hors de doute que pour la sécurité des transactions, il est indispensable que le public soit informé de tous les changements survenus à l'état des personnes.

Mais ce point de vue, malgré son importance, ne doit pas être poussé à l'extrême et il n'apparaît plus comme aussi nécessaire de connaître toutes les circonstances se rattachant à la naissance des individus. Dans la pratique des affaires, on tient, assurément, à être renseigné sur l'honorabilité des personnes avec lesquelles on contracte, et une législation exigeant la publicité pour tous les faits de nature à nuire à cette honorabilité sera des plus efficaces en vue de la sécurité des transactions; toutefois, il convient de ne rien exagérer à cet égard; le patrimoine moral d'un individu est constitué par l'honnêteté qu'il apporte à l'exécution de ses engagements;

(1) Cf. LIONEL D'ALBIOUSSE : Le Casier d'état-civil (*Revue pratique de droit*, t. IX, 1860, p. 457); Le Casier des objets divers (*Ibid.*, t. XIV, 1862, p. 362).

par l'absence de toute flétrissure légale, elle ne résulte pas des circonstances irrégulières qui ont entouré sa naissance, et qui ne sauraient constituer une tare indélébile. Par conséquent, si le besoin de publicité se fait sentir, il n'est pas nécessaire que cette publicité relate, au moins pour les tiers, l'origine de la filiation. Que les tiers soient mis au courant de tous les renseignements qu'il leur importe de connaître, rien de mieux ; de la sorte ils ne seront pas pris au dépourvu, si la personne avec laquelle ils sont entrés en relation d'affaires ne présente pas les garanties suffisantes. Mais si respectable que soit leur intérêt, il ne faut pas que cet intérêt soit défendu au détriment de l'enfant naturel, et que celui-ci soit exposé à souffrir de la centralisation des actes de l'état civil, qui est l'idée essentielle sur laquelle repose le casier civil.

En conséquence, l'institution de deux sortes d'extraits des registres afférents à l'acte de naissance pourrait très bien se concilier avec la nécessité caractéristique du casier civil, de centraliser au lieu de la naissance de la personne toutes les informations relatives à son état et à sa capacité. Le but à poursuivre doit rester le même dans tous les cas ; il s'agit de mettre obstacle à la divulgation au profit de toute personne autre que les parents ou que ceux intéressés à connaître la filiation du document révélateur de l'irrégularité de la naissance.

Peut-être pourrait-on reprendre, en la modifiant pour la mettre en harmonie avec ce point de vue, la proposition sur le casier civil déposée en 1887 par M. Joseph Morel, député du Nord (1). On pourrait encore utiliser

(1) *Journal officiel*, annexe aux procès-verbaux des séances, 5 février 1887, n° 1514.

l'idée du docteur Loir, qui avait imaginé de créer des tableaux complémentaires de l'état civil et d'ajouter, soit à l'acte de naissance, soit à l'acte de mariage, un bulletin supplémentaire mentionnant notamment les faits se rapportant à l'irrégularité de la naissance (1). En définitive, le système consistant à distinguer deux sortes d'extraits des actes de naissance, se caractérisant par une différence dans le nombre des mentions reproduites, nous paraît compatible avec tous les projets de centralisation de l'état civil. Le but qui a été poursuivi, en effet, par les partisans de cette réforme du casier civil, consiste uniquement à dresser, pour toutes les personnes dont l'état ou la capacité se sont modifiés depuis la naissance, le tableau des actes ou des faits juridiques qui ont influé sur cet état ou sur la capacité (2); on veut avertir les tiers de ces événements; mais la circonstance qu'une personne possède une filiation illégitime ne peut être assimilée, quant à la publicité, à une modification de la capacité de cette personne. En résumé, dans les extraits à délivrer du casier civil il y aurait lieu de se conformer purement et simplement à la distinction mentionnée au texte présenté par la Commission pour la deuxième délibération et consistant à différencier les copies conformes et les simples extraits, ces derniers délivrés à tout requérant autre qu'un proche parent. De cette manière, tout ce qui, dans la vie intime d'un individu, peut jeter sur sa réputation une note déshonorante d'après l'opinion commune, échapperait aux investigations désobligeantes ou indiscrètes, aussi

(1) Cf. *Recueil des séances de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1883, t. LXIII.

(2) Voir Reynald PETIET : *Revue critique de législation*, 1887, p. 582.

bien avec le casier civil que sous la législation actuelle.

Comme l'a si justement remarqué M. Glasson (1), le casier civil ne doit pas avoir pour conséquence de divulguer au public les faits intimes de la vie. Il ne s'agit pas de faire connaître à perpétuité les circonstances malheureuses qui entourent la naissance d'un individu ou qui surgissent au cours de son existence ; la vie privée doit échapper aux perquisitions sans motifs, et les secrets dont l'observation n'est pas de nature à préjudicier aux tiers ne doivent pas dépasser le cercle étroit de la famille. L'amour propre des citoyens subirait des froissements intolérables si les événements intérieurs qui viennent frapper une famille pouvaient être colportés autour d'elle ; le casier civil ne peut être institué que pour protéger l'intérêt de la collectivité, en relatant tous les actes de nature à modifier la capacité juridique de l'individu ; il ne saurait présenter le caractère d'une mesure vexatoire destinée à troubler le repos des individus. Ce que se proposera le législateur, en l'organisant, ce sera d'éviter des mécomptes dans les transactions, par la simple constatation du casier civil, mais non de rendre plus vivace le préjugé qui s'attache aux naissances irrégulières. Au surplus, il est permis d'affirmer que la préoccupation d'éviter aux enfants naturels le discrédit de leur filiation se manifeste chaque jour plus vive non seulement chez les publicistes, mais même auprès des pouvoirs publics.

Tout récemment, M. Chaumié adressait à ses procureurs généraux la circulaire suivante : « M. le directeur de l'assistance publique m'a signalé que des officiers de

(1) *Recueil de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1892, t. CXXXVII.

l'état civil écrivaient aux registres, sous un vocable unique à forme de prénom, les enfants trouvés ou nés de parents inconnus qui leur sont présentés. Une telle pratique est de nature à causer à ces enfants un grave préjudice en révélant, en toute occasion, leur origine illégale; elle n'est, du reste, pas conforme aux intentions du législateur qui, énumérant dans l'article 58, § 2, du Code civil, les mentions à insérer au procès-verbal dressé lors de la remise de l'enfant trouvé à l'officier de l'état civil, a prescrit que *des noms* lui seraient donnés.

« Je vous prie d'appeler l'attention des officiers de l'état civil de votre ressort sur cette disposition qui doit être appliquée, par raison d'analogie, aussi bien aux enfants nés de parents inconnus qu'aux enfants trouvés et de les inviter à attribuer désormais à tous ces enfants un ou plusieurs prénoms et un nom patronymique.

« En ce qui concerne le choix de ce dernier, une circulaire du Ministre de l'intérieur, en date du 30 juin 1812, contient, à l'adresse des maires, des instructions fort judicieuses qu'il convient de rappeler : vous recommanderez en conséquence, aux officiers de l'état civil, de ne jamais perdre de vue que les noms attribués par eux sont susceptibles d'être portés par plusieurs générations et qu'il convient de les choisir de telle sorte qu'ils ne puissent être, pour leurs titulaires, une cause de difficultés, de déboires ou d'ennuis. Les noms ne devront donc ni évoquer l'origine de l'enfant, ni appartenir à une famille de la commune, ni pouvoir être confondus avec un prénom, ni attirer l'attention par leur bizarrerie, ni prêter au ridicule (1) ».

(1) *Le Journal*, n° du 27 décembre 1905.

Il semble que, par cette circulaire, le garde des sceaux ait tenu à montrer l'énergie avec laquelle il entend lutter contre une tendance trop répandue des officiers de l'état civil, à marquer d'une façon ostensible l'origine irrégulière de l'enfant. Cette origine serait, en effet, trop facilement aperçue, si les enfants naturels recevaient des noms différents de ceux de leurs concitoyens, et qui, mieux que la divulgation des circonstances de la naissance, sont de nature à révéler la tare de la filiation. Il en est ainsi surtout des simples et uniques prénoms, qui servent de noms à l'enfant, et décèlent, par suite, immédiatement son origine.

Il y a là une mesure qui nous paraît des mieux inspirées et qui s'alliera très bien, au point de vue de ses effets utiles, avec la création d'extraits analytiques de l'acte de naissance. On arrivera ainsi plus sûrement au résultat cherché, savoir, mettre les enfants dont il s'agit à même de participer à la vie sociale sans être exposés à souffrir de leur origine. Leur situation de naissance restant ignorée, ils échapperont, dans l'existence, à bien des vexations et des humiliations qui, sans cette particularité, leur auraient causé un préjudice réel. La mission du législateur n'est-elle pas, incontestablement, surtout à notre époque de solidarité, de protéger les faibles et les déshérités et de rétablir les chances, dans la lutte pour la vie, au profit de ceux qui, sans avoir démérité, abordent moins bien armés les difficultés quotidiennes.

Signalons enfin que, pour atteindre plus aisément ce but social d'un ordre si élevé, il y aurait encore, en ce qui concerne spécialement les extraits des actes de naissance, une mesure pratique qui s'imposerait et dont l'efficacité n'a pas échappé aux observations pénétrantes

de M. Saleilles (1). Il propose, comme moyen restrictif des délivrances d'extraits complets, l'élévation du droit fiscal dans les hypothèses où, à défaut de lien de parenté, la demande d'un extrait ne paraîtrait pas motivée par une autre raison que celle de satisfaire une curiosité indiscreète. Cette idée, qui semble des plus judicieuses, devrait être retenue et nous souhaitons qu'elle soit exprimée dans un texte positif lorsque la proposition de M. Péret viendra devant les Chambres.

Au point de vue spécial de l'enregistrement, il convient de rappeler que des modifications récentes sont intervenues relativement au droit des reconnaissances d'enfants naturels, lesquelles, depuis la loi de finance du 31 mars 1903, sont, quelle qu'en soit la forme, dispensées de tout impôt (art. 9, commenté dans l'instruction de la Direction générale de l'Enregistrement, n° 347, § 4). D'après cette circulaire, si la reconnaissance a été faite par acte de l'état civil, l'exemption du droit d'enregistrement comporte dispense de la formalité sur la première expédition comme sur l'acte même (art. 70, § 3, n° 8 de la loi du 22 frimaire an VII). En conséquence, toutes les expéditions d'actes de l'état civil délivrées postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi de finance de 1903, profitent de l'exemption accordée par l'article 9, quelle que soit la date de la reconnaissance qu'elles contiennent.

En d'autres termes, la loi nouvelle est applicable à toutes les expéditions d'actes de l'état civil contenant reconnaissance délivrées postérieurement à sa promulgation, alors même que la reconnaissance serait anté-

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1904, p. 236.

rieure. Il y a là une mesure qui a été inspirée par une idée de faveur pour la preuve de l'état civil, quant aux enfants naturels; mais, à notre avis, cette faveur devrait cesser d'exister, toutes les fois que l'extrait de l'acte de naissance ou de reconnaissance de l'enfant naturel serait demandé par une personne autre que l'intéressé ou que ses parents.

CHAPITRE IV

Législation comparée.

La législation comparée, ordinairement d'un examen si utile pour l'étude des réformes et des améliorations à apporter à la législation d'un pays donné, n'est pas, sur le point qui nous occupe, un auxiliaire très efficace, car les dispositions qu'on y rencontre à ce sujet sont des plus minces, et, strictement, nous ne connaissons même qu'un seul pays dont les lois puissent nous fournir quelques éclaircissements; ce pays, petit par sa population et son territoire, est cependant très grand par ses initiatives sociales.

Quoi qu'il en soit, un examen rapide des principales législations existantes conduit à reconnaître, chez tous les peuples, un désir constant et toujours plus accentué, à mesure qu'apparaissent des textes plus récents, de dissimuler, le plus possible, l'origine irrégulière de l'enfant naturel. Cette idée se traduit aussi bien dans les législations anglaises ou allemandes que dans celles des pays de race latine.

En Allemagne, l'état civil est organisé par une loi du 6 février 1875, qui n'a pas été touchée par la loi d'introduction du Code civil allemand entré en vigueur le premier janvier 1900, et où ne figure aucune disposition sur le même sujet. D'après la loi précitée, la reconnaissance d'un enfant naturel ne peut être inscrite sur le registre des naissances que quand elle a été faite devant l'officier

de l'état civil ou constatée dans un acte judiciaire ou notarié (art. 25); la communication des registres est gratuite, si elle est réclamée dans un intérêt officiel ou dans l'intérêt de personnes indigentes, sinon, il y a lieu au paiement de taxes prévues par des tarifs spéciaux (art. 16).

Le projet du Code civil fédéral suisse, actuellement en deuxième délibération, ne contient pas non plus de dispositions sur la question. On peut remarquer seulement que la loi fédérale du 24 décembre 1874 (article 16), exige que, pour un enfant naturel l'acte de naissance indique le nom de la mère seule; la mère n'a donc pas la faculté de se dérober à la constatation officielle et immédiate de sa maternité et il ne peut y avoir lieu à la reconnaissance ultérieure de l'enfant par sa mère, celle-ci étant toujours et nécessairement désignée dans l'acte de naissance. La reconnaissance, dans ledit acte, par le père naturel, est inscrite au registre, si la législation cantonale autorise la reconnaissance (article 18); et elle l'autorise généralement toutes les fois qu'il ne s'agit pas d'un enfant adultérin ou incestueux.

En Angleterre, où l'état civil est régi par une loi de 1874, qui a remplacé la loi plus ancienne de 1836, les tables alphabétiques des registres sont à la disposition du public, et non seulement tout déclarant peut, lors de la déclaration, retirer, moyennant un droit de 3 pence (0 fr. 30), un certificat attestant l'inscription (art. 30), mais de plus, tout intéressé a la faculté de réclamer une copie, certifiée conforme, des mentions portées sur les tables (art. 32). Le registre ou son extrait ne fait, d'ailleurs, preuve d'une naissance que s'il porte la signature d'une personne ayant qualité pour faire la déclaration, ou si l'acte a été dressé d'après les renseignements fournis par un coroner (art. 38). Nul n'est tenu de déclarer une nais-

sance illégitime en qualité de père de l'enfant, le registre ne doit inscrire dans l'acte le nom du père, qu'autant qu'il en est requis conjointement par la mère et par l'homme qui se reconnaît comme le père, auquel cas ces deux personnes signent ensemble au registre (art. 7).

D'après le Code civil italien de 1865 (art. 350 et suivants), en cas de naissance illégitime, la déclaration ne peut énoncer que les noms, prénoms et domicile de l'auteur ou des auteurs déclarants. Quand elle est faite par d'autres personnes, on n'énonce dans l'acte que les nom, prénoms et domicile de la mère, et encore à la condition qu'il résulte d'un acte séparé qu'elle y a consenti (article 376).

Dans la République Argentine, nous rencontrons une loi du 25 octobre 1884 contenant 102 articles groupés en 9 chapitres, promulguée pour Buenos-Ayres et relative à l'état civil (1). Cette loi décide que, pour les enfants illégitimes, le nom du père et celui de la mère ne sont inscrits que s'ils reconnaissent l'enfant; dans aucun cas, on n'indique le père ou la mère vis-à-vis de qui l'enfant est adultérin ou incestueux (chap. IV).

Le Code civil mexicain de 1870, dont M. de la Grasserie a donné un résumé analytique en 1896, contient, relativement aux enfants naturels, quelques dispositions intéressantes concernant les actes de naissance (2). Pour une naissance illégitime, les noms du père et de la mère ne peuvent être indiqués qu'autant qu'ils le demandent eux-mêmes ou par un fondé de pouvoirs; la demande doit

(1) Cf. Émile DAIREAUX : *Annuaire de législation étrangère*, t. XIV, p. 887.

(2) Cf. *Revue de droit international et de législation comparée de Bruxelles*, 1872, p. 302.

être régulièrement constatée dans l'acte (art. 70); au besoin, le père ou la mère peut prier l'officier de l'état civil de se transporter en son domicile pour recevoir ladite demande (art 81). Si elle n'a pas été formée, l'enfant naturel est inscrit comme né de parents inconnus; si elle a été formée par un seul de ses parents, le nom de celui-là sera seul indiqué (art. 82); s'il s'agit d'un enfant naturel adultérin ou incestueux, le nom du père et de la mère coupable ne peut jamais être indiqué (articles 83-86).

D'autre part, l'art. 438 du Code civil du Pérou, en date du 28 juillet 1852 et analysé par M. de la Grasserie (1), décide que, si le père reconnaît son enfant naturel, cette circonstance est indiquée dans l'acte.

Nous citerons encore le Code civil portugais promulgué le 1^{er} janvier 1867, d'après lequel il n'est admis sur le registre civil divisé en 4 livres (naissances, mariages, décès, reconnaissance et légitimation des enfants), aucune déclaration de paternité, de maternité ou de descendance d'enfants illégitimes, à moins que le père ou la mère, personnellement ou par procureur suffisamment autorisé, ne fasse une déclaration conforme et la signe (article 246).

Il reste à examiner rapidement comme se rattachant plus directement à notre sujet les dispositions prises en Belgique pour empêcher, dans la mesure du possible, la divulgation de la filiation naturelle.

Le régime qui fonctionne à cet égard ne paraît avoir été organisé par aucune loi spéciale, et il repose sur une pratique administrative constante dont la description a été donnée par le *Petit Journal* du 7 juillet 1905. En vue

(1) Paris, Giard et Brière, 1896.

d'éviter aux enfants naturels le discrédit que peut leur attirer la divulgation de leur état civil, on ne délivre pas, comme actuellement encore en France, des extraits *in extenso* des actes de naissance des enfants naturels. Le mode de délivrance de ces extraits fonctionne sur d'autres bases, qui rendent plus difficiles les indiscretions et la propagation des scandales de famille.

En Belgique, la pratique des bureaux de l'état civil a écarté depuis longtemps le système des expéditions qui reproduisent intégralement la teneur des actes et qui permettent par là à de nombreux abus de s'exercer. Les extraits de naissance ne sont pas copiés *in extenso* dans les registres; ceux-ci sont débarrassés de toutes les indications accessoires, mentions marginales, noms des témoins, etc. La filiation, bien entendu, y est toujours indiquée d'une façon suffisamment claire, mais en donnant à l'enfant la situation qu'il possède au moment de la délivrance de l'acte; c'est-à-dire que les enfants légitimés par mariage sont censés avoir toujours été légitimes; de cette manière est écartée, pour les enfants dont il s'agit, la possibilité de toute révélation scandaleuse.

D'autre part, les enfants naturels reconnus, même par acte postérieur à la naissance, sont portés comme reconnus sans autre détail, et ainsi sont passées sous silence les circonstances de nature à indiquer qu'avant d'avoir été rattaché par le lien de la filiation à telle ou telle personne, l'enfant avait possédé un état différent.

De semblables mesures sont, évidemment, des plus propres à épargner aux enfants naturels les ennuis et les injustices que leur réserve, trop souvent encore, la persistance de préjugés inexplicables et odieux.

A un autre point de vue, la législation belge mérite d'être retenue et imitée. Elle a supprimé, depuis la loi

du 2 juin 1894, la disposition de l'art. 45 du Code civil français, en tant qu'elle subordonne la force probante des extraits des registres de l'état civil à la légalisation de ces actes par l'autorité judiciaire, formalité qui n'entraîne le plus souvent que des retards et des frais, sans répondre à aucun intérêt appréciable.

APPENDICE

De la suppression de la légalisation.

Un député, M. Jules Auffray, propose d'ajouter à la réforme de M. Péret une autre modification pour compléter la refonte de l'article 45 du Code civil. Dans un amendement à la proposition de M. Péret, il invite la Chambre à supprimer la formalité de la légalisation. Il est probable que c'est l'exemple de la Belgique qui l'a engagé à déposer cet amendement ; cette réforme, en effet, est accomplie dans ce pays depuis 1894 où elle a produit de bons résultats. Il y a tout lieu de penser que dans le nôtre il en serait de même. Cette suppression de la légalisation profiterait aux enfants naturels et aux enfants légitimes, mais peut-être plus aux premiers, car ceux-ci sont pour la plupart des enfants pauvres et, de la sorte, serait complété d'une façon très heureuse le remaniement de l'article 45 ; en effet, dans bien des cas cette obligation de la légalisation a entravé le mariage des indigents alors que des circonstances impérieuses demandaient que la célébration du mariage ne subit aucun retard. La suppression de cette formalité ferait cesser les lenteurs dont la légalisation est la source et tout porte à croire qu'elle n'offrira aucun inconvénient en présence des facilités de communication qui existent aujourd'hui

et qui permettent de contrôler l'authenticité de l'extrait. Il serait très facile de faire comme en Belgique et de remplacer la légalisation par le sceau de l'administration communale ou le sceau du tribunal de première instance; il semble que le Parlement, en donnant son adhésion à l'amendement de M. J. Auffray, réaliserait au point de vue social, dans une sphère modeste il est vrai, un véritable progrès.

Cependant, nous constatons, sans pouvoir nous en expliquer la raison, que la Commission parlementaire, dans la rédaction dernière du projet, n'a pas tenu compte de l'amendement de M. Auffray en ce qui concerne la légalisation. Nous nous perdons en conjectures sur les raisons qui ont déterminé la Commission à repousser cet amendement qui serait cependant de nature à être si bien accueilli par la classe pauvre.

VU :

P. LOUIS-LUCAS.

VU :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 2 février 1906.

Le Recteur de l'Académie,

E. BOIRAC.

ANNEXES

Texte du Code civil.

Art. 45.

Toute personne pourra se faire délivrer, par les dépositaires des registres de l'état civil, des extraits de ces registres. Les extraits délivrés conformes aux registres, et légalisés par le président du tribunal de première instance, ou par le juge qui le remplacera, feront foi jusqu'à l'inscription de faux. Ils porteront en toutes lettres la date de leur délivrance.

Art. 57.

L'acte de naissance énoncera le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant et les prénoms qui lui seront donnés, les prénoms, nom, profession et domicile des père et mère et ceux des témoins.

Proposition de loi tendant à ajouter un alinéa à l'article 57 du Code civil, en ce qui concerne les actes de naissance des enfants naturels, présentée par M. Raoul Péret, député.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Un préjugé révoltant fait peser sur les enfants naturels le poids d'une faute dont ils ne sauraient être rendus

responsables. Traités comme de véritables parias, ils se voient reprocher, durant toute la vie, leur naissance irrégulière et trouvent parfois difficilement à gagner le pain nécessaire à l'existence.

Sans doute, un pareil état de choses est né des mœurs elles-mêmes que le législateur est impuissant à transformer complètement. Cependant la loi pourrait, semble-t-il, atténuer une injustice sociale qui contraste singulièrement avec les idées humanitaires et généreuses de notre époque.

Sous l'empire de la législation actuelle, l'acte de naissance d'un enfant né hors mariage est, pour celui-ci, comme un casier judiciaire dont la production lui ferme toutes les portes. Or, nous pensons qu'il n'y a aucune nécessité sociale à exiger, dans les extraits qui en sont délivrés, en vertu de l'article 45 du Code civil, les énonciations relatives à la filiation naturelle contenues dans l'acte lui-même. C'est pourquoi nous proposons, d'abord, qu'on supprime, dans ces extraits, celles qui font inutilement ressortir le caractère irrégulier de la naissance et qu'on n'y indique pas, notamment, que l'enfant est « né de père inconnu, né de parents inconnus ou fils naturel non reconnu ».

D'autre part, nous demandons que, pour les enfants légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, la mention de la légitimation figurant en marge de l'acte de naissance ne soit pas transcrite à la suite de l'extrait. Il nous paraît seulement nécessaire et suffisant d'indiquer, sur ce dernier, les noms, prénoms, professions et domicile des père et mère, qui n'auraient pas été déclarés lors de la naissance. La mention a cet inconvénient très grave de faire revivre, en quelque sorte, la qualité d'enfant naturel, alors que, par suite de la légi-

timation, l'enfant légitimé est considéré comme ayant toujours été légitime.

Une solution analogue est désirable en faveur des enfants reconnus par acte postérieur à la déclaration de naissance : la mention de la reconnaissance sera avantageusement remplacée par l'indication, dans le corps de l'extrait, des noms, prénoms, profession et domicile des auteurs de la reconnaissance.

De la sorte, l'acte de naissance (ou du moins l'extrait qui en sera délivré) d'un enfant naturel reconnu par ses père et mère ou légitimé par leur mariage subséquent ne présentera pas de différences avec celui d'un enfant légitime. Ne sera-ce pas déjà trop que les enfants dont le père ou la mère ne se sont pas fait connaître ne puissent pas dissimuler leur pénible situation ? Et encore, dans ce cas, nous trouvons inutile, ainsi que nous l'avons dit, de reproduire, sur l'extrait, certaines énonciations brutales de l'acte et d'y mentionner que l'enfant est né de père inconnu, de mère inconnue ou de parents inconnus.

L'intérêt social peut exiger que la filiation soit exactement constatée dans l'acte inscrit sur les registres ; il ne demande pas que cette filiation soit divulguée dans des extraits que le premier venu a le droit de se faire délivrer.

Il sera, d'ailleurs, indispensable de réserver aux tribunaux la faculté de se faire représenter les registres toutes les fois que, dans une contestation, ils auront à trancher une question d'état civil.

En conséquence, nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations la proposition de la loi suivante :

PROPOSITION DE LOI (PÉRET)

4 juillet 1902.

Article premier.

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 57 du Code civil :

« Les extraits délivrés par les dépositaires des registres ne contiendront, en aucun cas, les énonciations de l'acte relatives à la filiation naturelle de l'enfant, ni les mentions marginales de reconnaissance ou de légitimation par mariage subséquent ; ils reproduiront seulement les noms, prénoms, profession et domicile des père et mère ou de l'un d'eux, tels qu'ils sont énoncés dans les actes de naissance, de reconnaissance ou de mariage ».

Art. 2.

L'article 45 du Code civil est ainsi modifié :

« Toute personne pourra se faire délivrer par les dépositaires des registres de l'état civil des extraits de ces registres. Les extraits délivrés conformes aux registres, sauf l'exception prévue à l'article 57, et légalisés par le président du Tribunal de première instance ou par le juge qui le remplacera feront foi jusqu'à inscription de faux. »

Art. 3.

Les tribunaux saisis d'une contestation relative à l'état civil d'une personne pourront toujours se faire représenter les registres.

Rapport sommaire fait au nom de la 1^{re} commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner la proposition de M. Raoul Péret, tendant à ajouter un alinéa à l'article 57 du Code civil, en ce qui concerne les actes de naissance des enfants naturels, par M. Louis Martin, député du Var.

Messieurs,

La proposition de M. Raoul Péret est aussi simple que juste. Notre honorable collègue vous demande d'affranchir les enfants naturels de la défaveur que jette sur eux la production de leur acte de naissance. Les extraits qui en sont actuellement délivrés mentionnent sans nécessité l'irrégularité de la filiation. De là une grande gêne et d'inutiles humiliations pour celui qui est obligé de produire cet acte et d'avertir les tiers d'un secret dont la divulgation lui est particulièrement douloureuse.

Quelquefois ce sont des parents qui, ayant régularisé une situation issue d'un entraînement de jeunesse ou de circonstances presque involontaires, s'étant mariés, ayant légitimé leurs enfants, les ayant élevés avec le plus grand soin, leur ayant donné le spectacle de l'intérieur le plus uni, d'une mère attachée à ses devoirs, d'un père assidu à ses travaux, sont obligés de produire un acte dont les mentions, sans aucun besoin d'ailleurs, risquent d'affaiblir leur autorité morale sur leurs enfants et de diminuer le respect qu'ils doivent attendre d'eux.

L'intérêt social, dit excellemment M. Raoul Péret, peut exiger que la filiation soit exactement constatée dans l'acte inscrit sur les registres; il ne demande pas que cette filiation soit divulguée dans des extraits que le

premier venu a le droit de se faire délivrer. En conséquence, votre 1^{re} Commission d'initiative a l'honneur de vous demander de bien vouloir prendre en considération la proposition de M. Raoul Péret.

Rapport fait au nom de la commission de réforme judiciaire et de législation civile et criminelle chargée d'examiner la proposition de loi de M. Raoul Péret, tendant à ajouter un alinéa à l'article 57 du Code civil, en ce qui concerne les actes de naissance des enfants naturels, par M. Raoul Péret, député.

MESSIEURS,

L'article 45 du Code civil dispose que « toute personne pourra se faire délivrer par les depositaires des registres de l'état civil des extraits de ces registres ».

Chacun a donc le droit d'exiger l'extrait ou, plus exactement, la copie d'un acte de naissance, même si cet acte n'est pas le sien, sans avoir à indiquer, au préalable, l'usage qu'il entend en faire. Pourvu qu'on acquitte, entre ses mains, les droits dus au Trésor, le depositaire des registres ne peut refuser la délivrance. De plus, il a l'obligation de reproduire littéralement, dans l'extrait, toutes les énonciations de l'acte inscrit sur le registre et la transcription doit être à ce point fidèle que, même si une erreur matérielle et manifeste s'était glissée dans l'original au moment de sa rédaction, cette erreur ne pourrait être rectifiée par le copiste. L'acte est, en quelque sorte, intangible : que, postérieurement à l'époque où il a été reçu, survienne un événement quelconque qui serait, cependant, de nature à en

faire modifier la teneur, qu'un acte nouveau ait été dressé qui devrait, logiquement, lui être substitué et le remplacer, le texte initial n'en reste pas moins immuable et l'officier de l'état civil ou le greffier se contenteront d'effectuer, en marge du registre, une mention sommaire de la modification survenue, mention qui sera transcrite sur l'extrait, lequel n'est, en réalité, qu'une photographie de l'acte.

En vertu de la règle qui précède, lorsqu'un enfant naturel est l'objet d'une reconnaissance, postérieurement à sa naissance, l'acte constatant la reconnaissance est inscrit sur les registres, à sa date, et mention en est faite en marge de l'acte de naissance (art. 62 du Code civil). De même, il résulte implicitement de l'article 331 que la légitimation d'un enfant par le mariage subséquent de ses père et mère doit être mentionné en marge de son acte de naissance.

Si la règle d'après laquelle les extraits sont délivrés conformes aux registres, présente de graves inconvénients, c'est assurément dans cette dernière hypothèse. Ne serait-il pas juste que, du jour où l'enfant naturel est légitimé et, par suite, considéré comme légitime, l'extrait de son acte de naissance ne vînt pas brutalement rappeler et faire revivre le passé ? Après sa légitimation, un enfant, eût-il été déclaré comme né de père et mère inconnus, n'est-il pas fondé à demander que son acte de naissance, ou tout au moins l'extrait qui en est délivré, soit semblable à celui d'un enfant légitime ? Il y a quelque chose de cruel dans la publicité donnée à l'acte inscrit sur le registre au jour de sa naissance et aux mentions de reconnaissance et de légitimation qui révèlent à tous les phases diverses de son état civil, divulgation de nature à briser l'avenir le mieux préparé

et risquant, en même temps, comme le dit l'honorable rapporteur de la 1^{re} Commission d'initiative, d'affaiblir l'autorité morale des parents sur leurs enfants et de diminuer le respect qu'ils doivent attendre d'eux (1).

Il est inique, sans doute, de considérer le titre d'enfant naturel comme une flétrissure et d'obliger quelqu'un à rougir de son origine. Mais, les mœurs sont ainsi faites et nous sommes impuissants à détruire les préjugés qu'elles ont créés. Au moins pouvons-nous modifier la loi de manière à restreindre les chances, pour les enfants hors mariage, de voir divulguer leur situation irrégulière. La proposition n'a pas d'autre but.

Il n'est point question d'assimiler les enfants naturels aux enfants légitimes. Nous voudrions seulement éviter aux premiers le discrédit qui les atteint par suite de la publicité donnée à leur état civil. L'acte inscrit sur le registre restera intact, on n'y apportera aucun changement, l'extrait seul sera modifié : le sens et la portée de la réforme sont ainsi limités et précisés.

Dans le texte primitif de la proposition, l'auteur demandait que tous les extraits des actes de naissance délivrés par les depositaires des registres continssent seulement, indépendamment du jour, du lieu, de l'heure de la naissance, des noms et prénoms donnés à l'enfant, les noms, prénoms, profession et domicile des père et mère, tels qu'ils sont énoncés dans l'acte même de naissance ou dans les actes subséquents contenant reconnaissance ou légitimation.

On arrivait ainsi, en partie, au résultat désiré, l'impos-

(1) Rapport sommaire fait au nom de la première Commission d'initiative parlementaire, par M. Louis Martin (Var), n^o 426.

sibilité, pour les tiers, de savoir si l'extrait concernait un enfant légitime ou un enfant né hors mariage, sauf dans les cas où, cet enfant étant né de père ou de mère inconnus, l'absence de renseignements sur le père, la mère ou les deux auteurs devait indirectement révéler sa qualité.

L'inconvénient résultant de ce que les particuliers ne pouvaient, avec ce système, connaître l'état civil exact d'une personne paraissait écarté par la faculté donnée aux tribunaux de se faire représenter les registres toutes les fois qu'ils seraient saisis d'une contestation relative à l'état civil.

Votre Commission a considéré que la proposition primitive était trop absolue et qu'il ne fallait pas retirer complètement aux particuliers le droit d'obtenir, sous certaines conditions, des actes qui fussent la reproduction complète des registres de l'état civil. En dehors de tout procès, nous pouvons avoir intérêt à connaître exactement une filiation ; en matière successorale, par exemple, il est, parfois, nécessaire que les héritiers soient renseignés d'une façon précise sur la qualité de leurs cohéritiers ou de ceux qui se prétendent tels.

Sous l'empire de cette préoccupation, la Commission s'est arrêtée à un système qui semble de nature à sauvegarder les droits des tiers, tout en évitant aux enfants naturels la divulgation inutile de leur situation irrégulière.

Il y aurait désormais deux catégories d'extraits.

D'une part, les dépositaires des registres délivreraient, sous la réserve indiquée dans la suite du rapport, des copies entièrement conformes aux registres et reproduisant, par conséquent, les différentes mentions marginales, soit la mention de reconnaissance ou de légiti-

mation, soit les mentions de rectifications ordonnées par jugement ou arrêt, soit la mention de mariage prévue par l'art. 76 du Code civil, tel qu'il a été complété par l'art. 2 de la loi du 17 août 1897. Ces copies ne seraient autres, en définitive, que les extraits visés aujourd'hui par l'art. 45 du Code civil.

D'autre part, les greffiers ou les maires seraient autorisés à délivrer des extraits, au véritable sens du mot, c'est-à-dire des résumés, des sommaires de l'acte, ne contenant que les indications indispensables pour établir l'identité de l'individu qu'ils concernent.

Quelles seraient ces indications ?

L'extrait énoncerait, sans autres renseignements, la date et le lieu de la naissance, les prénoms donnés à l'enfant, les noms, prénoms, profession et domicile de ses père et mère et, s'il y a lieu, la mention de mariage, prévue par l'art. 76 du Code civil.

Aucune difficulté ne se présentera quand l'enfant sera légitime et, s'il est illégitime, quand les noms de ses parents auront été déclarés à l'officier de l'état civil au moment de la naissance.

Mais, d'autres hypothèses peuvent être envisagées.

S'agit-il, d'abord, d'un enfant né de parents inconnus, l'extrait ne renfermera aucune trace de cette circonstance et se bornera à énoncer, avec la date et le lieu de la naissance, les noms donnés à l'enfant.

Si l'un des auteurs seulement est dénommé dans l'acte, l'extrait ne mentionnera pas que l'autre est inconnu.

En cas de reconnaissance ou de légitimation, le rédacteur puisera dans les mentions marginales les énonciations relatives aux parents qui ont reconnu ou légitimé et les transcrira dans l'extrait.

Si une décision judiciaire est venue rectifier l'acte de

naissance, les énonciations de l'extrait seront conformes à celles du jugement ou de l'arrêt rectificatif.

Donc, en aucun cas, le nouvel extrait ne ferait connaître la qualité de l'enfant et ne rappellerait qu'il a été reconnu ou légitimé.

Ainsi qu'il est dit dans l'exposé des motifs, « l'intérêt social peut exiger que la filiation soit exactement constatée dans l'acte inscrit sur les registres; il ne demande pas qu'elle soit divulguée dans des extraits que le premier venu a le droit de se faire délivrer ».

Il nous reste à examiner dans quelle condition seront délivrés les copies conformes et les nouveaux extraits.

En ce qui concerne ces derniers, aucune modification n'est apportée à la règle actuelle: ils seront délivrés à toute personne qui en fera la demande.

Mais, à moins de rendre inutile la distinction que nous avons établie, il était impossible de ne pas limiter à certaines personnes le droit d'obtenir des copies conformes.

Nous pensons qu'il suffit d'accorder ce droit au procureur de la République, à l'enfant lui-même, à son père ou à sa mère et à son tuteur.

En dehors de ces exceptions qui se justifient sans peine, nul ne pourra obtenir la copie conforme d'un acte de naissance s'il n'a obtenu du juge de paix une autorisation qui sera produite au dépositaire des registres, à l'appui de la demande. Il sera, d'ailleurs, loisible au juge de paix, qui aurait des raisons plausibles de penser que le réclamant entend se servir abusivement de la copie, de refuser l'autorisation.

Il n'est pas douteux que, dans la plupart des circonstances de la vie, les extraits seront considérés comme suffisants. Il en sera ainsi pour le service militaire, pour

les examens, pour les demandes d'emplois publics ou privés. On se contentera certainement de les exiger dans presque tous les cas où, jusqu'à présent, on produisait les expéditions que l'article 45 désigne sous le nom d'extraits et qu'il nous paraît plus exact d'appeler des copies conformes. Ces copies seront rarement indispensables.

L'acte de naissance des futurs époux doit être remis à l'officier de l'état civil au moment de la célébration du mariage (article 70 du Code civil). La Commission n'a rien innové à cet égard. Elle a cru qu'il y aurait quelque inconvénient à obliger l'officier de l'état civil à se contenter d'un extrait qui ne le renseignerait pas sur le point de savoir si le futur a besoin ou non du consentement ou du conseil de ses ascendants pour contracter mariage.

Il convient, d'ailleurs, d'observer que l'ennui provenant, pour le futur qui est enfant naturel ou légitime, de la lecture que l'officier de l'état civil est tenu de faire publiquement de son acte de naissance, d'après l'article 75 du Code civil, a disparu dans la pratique, les maires n'accomplissant plus, en général, cette formalité que la loi ne prescrit pas impérativement et dont l'omission n'a jamais été considérée comme une cause de nullité. Une circulaire du Ministre de la Justice pourrait généraliser et consacrer cette pratique.

Telles sont, Messieurs, les dispositions qui vous sont soumises ; nous pensons que, dans leur simplicité, elles donneront, si vous les adoptez, satisfaction à de pressantes et légitimes réclamations.

Elles ne résolvent, assurément, qu'un des côtés du problème si complexe que soulève la situation inférieure faite aux enfants naturels dans notre société ;

mais, si modestes qu'elles soient, elles répondent à une préoccupation souvent exprimée et au désir d'éviter aux enfants naturels les humiliations qu'entraîne, pour eux, la divulgation de leur origine irrégulière.

Était-il possible d'aller plus loin et, dans le but de faire disparaître toute possibilité de distinguer les enfants naturels des enfants légitimes, de décider que les noms des père et mère ne figureraient jamais sur les extraits destinés à la publicité ? Nous ne l'avons pas pensé et nous estimons qu'il est nécessaire de conserver, dans ces extraits, des indications suffisantes pour permettre d'établir, d'une manière certaine, l'identité des individus.

Nous espérons, Messieurs, que vous voudrez bien adopter le texte suivant qui vous est proposé par votre Commission de la réforme judiciaire.

PROPOSITION DE LOI

TEXTE PRIMITIF

Texte adopté en 1^{re} délibération le 10 novembre 1903.

Article unique

L'article 45 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Toute personne pourra, sauf l'exception prévue à l'article 57, se faire délivrer par les dépositaires des registres de l'état civil des copies des actes inscrits sur les registres. Les copies délivrées conformes aux registres et légalisées par le président du tribunal de première instance ou par le juge qui le remplacera feront foi jusqu'à inscription de faux. Elles porteront en toutes lettres la date de leur délivrance ».

L'article 57 du Code civil est complété ainsi qu'il suit :

« Nul, à l'exception du procureur de la République, du père, de la mère ou du tuteur de l'enfant, ne pourra obtenir une copie conforme d'un acte de naissance autre que le sien qu'en vertu d'une autorisation du juge de paix délivrée sans frais.

« Les dépositaires des registres seront tenus de délivrer à tout requérant des extraits indiquant, sans autres renseignements, l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe de l'enfant, les prénoms qui lui ont été donnés, les noms, prénoms et professions et domicile des père et mère tels qu'ils résultent des énonciations de l'acte de naissance ou des mentions contenues en marge de cet acte et reproduisant la mention prévue au dernier alinéa de l'article 76 du Code civil ».

TEXTE MODIFIÉ

Texte présenté par la Commission pour la deuxième
délibération le 23 décembre 1903.

Article unique

L'article 45 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Toute personne pourra, sauf l'exception prévue à l'article 57, se faire délivrer par les dépositaires des registres de l'état civil des copies des actes inscrits sur les registres. Les copies délivrées conformes aux registres et légalisées par le président du tribunal de première instance ou par le juge qui le remplacera feront foi jusqu'à inscription de faux. Elles porteront en toutes lettres la date de leur délivrance ».

L'article 57 du Code civil est complété ainsi qu'il suit :

« Nul, à l'exception du procureur de la République, des ascendants ou des descendants en ligne directe, de l'enfant, de son tuteur, s'il est mineur ou interdit, ne pourra obtenir une copie conforme d'un acte de naissance autre que le sien, si ce n'est en vertu d'une autorisation délivrée sans frais par le juge de paix du canton où l'acte a été reçu et sur la demande écrite de l'intéressé.

« En cas de refus, la demande sera portée devant le président du tribunal civil de première instance, qui statuera par simple ordonnance.

« Les dépositaires des registres seront tenus de délivrer à tout requérant des extraits indiquant, sans autres renseignements, l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe de l'enfant, les prénoms qui lui ont été donnés, les noms, prénoms et professions et domicile des père et mère tels qu'ils résultent des énonciations de l'acte de naissance ou des mentions contenues en marge de cet acte et reproduisant la mention prévue au dernier alinéa de l'article 76 du Code civil.

Amendement à la proposition de loi de M. Raoul Péret, tendant à ajouter un alinéa à l'article 57 du Code civil, en ce qui concerne les actes de naissance des enfants naturels, présenté (entre la 1^{re} et 2^e délibération) par M. Jules Auffray, député.

I

Dans la modification proposée à l'article 45 du Code civil, supprimer la formalité de la légalisation.

II

Modifier ainsi qu'il suit les paragraphes complémentaires de l'article 57 du Code civil, proposés par la Commission :

« Les dépositaires des registres seront tenus de délivrer à tout requérant et à son gré des extraits indiquant — soit, sans autres renseignements, la date, le lieu de naissance, le sexe, les noms et prénoms de l'enfant — soit l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe, les prénoms de l'enfant et sa filiation au moment de la délivrance de l'extrait.

« Nul, à l'exception du procureur de la République, des ascendants ou des descendants en ligne directe, de l'enfant, de son tuteur, s'il est mineur ou interdit, ou du mandataire de l'une des personnes ci-dessus, ne pourra obtenir une copie conforme d'un acte de naissance autre que le sien, si ce n'est.... (*le reste du paragraphe comme au texte de la Commission*).

« En cas de refus.... (*comme au texte de la Commission*) ».

Texte, sous sa troisième forme, présenté par la Commission pour la 2^e délibération (18 avril 1905).

Article unique.

L'article 45 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Toute personne pourra, sauf l'exception prévue à l'article 57, se faire délivrer par les dépositaires des registres de l'état civil des copies des actes inscrits sur les registres. Les copies délivrées conformes aux registres et légalisées par le Président du Tribunal de première instance ou par le juge qui le remplacera feront foi jusqu'à inscription de faux. Elles porteront en toutes lettres la date de leur délivrance. »

L'article 57 du Code civil est complété ainsi qu'il suit :

« Nul, à l'exception du Procureur de la République, des ascendants ou des descendants en ligne directe de l'enfant, de son tuteur, s'il est mineur ou interdit, ne pourra obtenir une copie conforme d'un acte de naissance autre que le sien, si ce n'est en vertu d'une autorisation délivrée sans frais par le juge de paix du canton où l'acte a été reçu et sur la demande écrite de l'intéressé.

« En cas de refus, la demande sera portée devant le Président du Tribunal civil de première instance, qui statuera par simple ordonnance.

« Les dépositaires des registres seront tenus de délivrer à tout requérant des extraits indiquant, sans autres renseignements, soit l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe, les nom et prénoms de l'enfant, soit l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe, les prénoms de l'enfant et sa filiation au moment de la délivrance de l'extrait et reproduisant la mention prévue au dernier alinéa de l'article 76 du Code civil. »

Résolutions adoptées par la Société d'études législatives le 25 mars 1904.

I. Il y a lieu d'instituer deux sortes d'extraits des registres de l'état civil afférents à l'acte de naissance :
1^o l'expédition *in extenso*, conforme au modèle actuel ;
2^o un extrait analytique, contenant uniquement les nom et prénoms de l'enfant, son sexe, la date et le lieu de sa naissance, et la date de la déclaration de sa naissance.

II. Le choix entre ces deux types d'extraits doit être libre, mais il convient que l'expédition *in extenso* donne lieu à la perception d'un droit fiscal plus élevé.

III. L'acte de mariage ne doit plus contenir l'indication du nom des père et mère ou des ascendants, mais seulement, s'il y a lieu, la mention que les consentements complémentaires ont été fournis à l'officier de l'état civil.

IV. L'expédition de l'acte de mariage ne doit plus contenir l'indication de la légitimation des enfants nés antérieurement.

**Loi belge du 2 juin 1894, modifiant l'article 45
du Code civil.**

Article unique

Léopold II, etc. Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

L'article 45 du Code civil est modifié comme suit :

« Art. 45. Toute personne peut se faire délivrer par les dépositaires des registres de l'état civil, des extraits de ces registres.

« Les actes inscrits sur les registres ainsi que les extraits certifiés conformes aux registres et dûment scellés, font foi jusqu'à inscription de faux.

« Ces extraits sont revêtus, sans frais, du sceau de l'administration communale ou du sceau du tribunal de première instance par le greffe duquel l'acte est délivré.

« Les extraits destinés à servir à l'étranger qui, en vertu des usages ou des conventions diplomatiques, doivent être soumis à la légalisation judiciaire, sont légalisés par le président du tribunal de première instance ou par le juge qui le remplace. Peuvent, néanmoins, les juges de paix et leurs suppléants qui ne siègent pas

au chef-lieu du ressort du tribunal de première instance, légaliser, concurremment avec le président du tribunal, les signatures des officiers de l'état civil des communes qui dépendent de leur canton ».

Promulguons, etc.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

CHAPITRE PREMIER

Les Projets parlementaires

SECTION. I. — Étude critique de la proposition de loi de M. le député Péret, en vue de la réforme des actes de naissance des enfants naturels.....	27
SECTION II. — Des modifications apportées à la proposition de loi par la Commission de la Chambre	31

CHAPITRE II

Les Projets extra-parlementaires

SECTION I. — Comment la réforme est comprise par la Société d'études législatives.....	43
SECTION II. — Le projet qu'il convient d'adopter	69

CHAPITRE III

Conciliation de la Réforme avec l'institution du Casier civil.....	77
--	----

CHAPITRE IV

Droit comparé	87
---------------------	----

APPENDICE

De la suppression de la légalisation des Actes de naissance.....	93
--	----

ANNEXES

Textes et Documents législatifs.....	95
--------------------------------------	----

